

GÉOPOLITIQUE DE LA NOUVELLE AMÉRIQUE LATINE

Pensées stratégiques et enjeux politiques

Juliano Cortinhas
Olivier de France
Jean-Jacques Kourliandsky
Jean-Pierre Maulny
Christophe Ventura

Avril 2016

*Etude réalisée par l'IRIS avec le soutien de la
Direction générale des relations internationales
et de la stratégie du ministère de la Défense.*



Étude

SYNTHÈSE¹

I. Une stratégie d'affirmation récente

La conjoncture des années 1990-2010 a façonné une nouvelle Amérique latine. Pour un continent dont l'histoire a fait une dépendance, une périphérie, voire une arrière-cour des puissances du moment, la fin de la guerre froide a ouvert des espaces de liberté diplomatique. Elle a levé les contraintes de la bipolarité et flexibilisé une gouvernance jusque-là contrainte par les fortes pressions exercées par le voisinage de la superpuissance américaine. Pour rompre avec cette tendance bi-séculaire de dépendance et de périphérisation, les pays latino-américains ont élargi le champ de leur souveraineté et diversifié leurs dépendances. Les Etats d'Amérique du sud ont trouvé un partenariat porteur avec les Asiatiques, la Chine et la Russie. D'autres coopérations ont été ouvertes avec des pays du sud, africains et arabes.

Cet effort d'affirmation a pu s'appuyer sur un récit collectif fabriqué dans toute l'Amérique latine dès les indépendances, contribuant à consolider l'image d'un collectif uni par la langue et la culture, victime d'agressions extérieures, aspirant à une reconnaissance et au respect. Diverses doctrines de protection souveraine ont été inventées en Amérique latine et du sud pour interdire, ou à défaut contenir l'ingérence. Tous ont usé du droit international comme recours en garantie d'égalité souveraine. Les Etats sud-américains ont cherché à équilibrer une influence extérieure jugée indésirable en le mettant en concurrence avec une autre. Certains gouvernements ont également pu pratiquer la soumission volontaire, conçue comme seule politique permettant de limiter les ingérences.

La concurrence soviétique ayant disparu, Washington a privilégié d'autres régions considérées prioritaires. Le retrait américain au tournant du millénaire a été d'autant plus exploité qu'il a coïncidé avec une exceptionnelle et durable période de croissance économique. Portés par la demande asiatique de produits primaires, agricoles, énergétiques, et miniers, les pays d'Amérique du sud ont multiplié les initiatives d'affirmation, comme le montre la mise en place de la CELAC et l'UNASUR, alors que les pays d'Amérique centrale restaient davantage sous influence américaine.

L'affirmation des pays latino-américains s'est effectuée dans un contexte de démocratisation, de sortie de dictatures militaires du passé récent, et d'émancipation de la dynamique de conflits militarisés internes. La question du futur matériel, social, institutionnel et politique des forces armées a de ce fait accaparé le débat stratégique dans ces pays de façon durable. L'évaluation de ce passé, de la mémoire éventuelle que doivent en garder les sociétés, et les conséquences qu'il convient d'en tirer font encore débat.

¹ La présente étude se base sur celle réalisée par l'Institut de relations internationales et stratégiques pour le compte du Ministère de la défense, intitulée *Pensée stratégique en Amérique latine : quels regards portés sur le monde, l'Europe et la France ?* (CICDE, 2015).

II. Une conjoncture inédite

La dynamique de stabilisation, d'affirmation diplomatique et de croissance des pays de la zone s'est échouée sur le contexte économique qui prévaut sur le sous-continent depuis 2010. Si la volonté d'affirmation demeure, les cinq dernières années en a limé les ailes. La forte réduction de la demande extérieure en produits exportables, en particulier en provenance de Chine, a affecté les taux de croissance de manière parfois brutale. Le cours des produits primaires exportés a érodé les capacités financières des Etats, la croissance et la conjoncture économique générale. La guerre du pétrole ouverte par l'Arabie saoudite a fait plonger le prix du baril. Le contexte actuel est marqué par de fortes restrictions budgétaires, qui contraignent les marges de manœuvres extérieures et le périmètre des coopérations.

On constate également une résurgence de l'instabilité sur le plan intérieur, comme l'extension de zones grises à forte influence délinquante (triple frontière d'Argentine, Brésil et Paraguay) ; les trafics divers organisés en réseaux (stupéfiants; personnes ; armes ; véhicules) ; les migrations massives de populations (du Pérou et de la Bolivie vers l'Argentine et le Brésil ; de Haïti vers le Brésil ; d'Equateur vers l'Espagne et les Etats-Unis ; les crispations sur la défense de zones économiques mal contrôlées (Amazone vert et Amazone bleu) ; les soubresauts démocratiques en Argentine avec les retombées de l'affaire Nisman, au Brésil et au Venezuela avec l'exaspération des classes moyennes et le retour de l'intolérance politique. L'Argentine, le Brésil et le Venezuela sont agités de mouvements contestataires qui contraignent les gouvernements à recentrer leurs priorités sur les réalités intérieures. La gestion des conséquences de l'inégalité sociale sur la sécurité publique constitue une priorité nationale dans tous les pays. Tous doivent affronter le double défi que posent les inégalités et le désordre de délinquances « petites » ou structurées. Le narcotrafic dans ce contexte occupe une place centrale, en raison de sa capacité de dissolution sociale puissante.

La question de la sécurité publique a également pris le pas sur les questions de défense en Amérique centrale. Le cycle des guerres civiles et des conflits interétatiques qui a marqué la région dans les années 1980 et au début des années 1990 s'est terminé en 1995. Davantage que vers les menaces conventionnelles, la pensée stratégique en Amérique centrale s'organise aujourd'hui autour de la gestion des problématiques convergentes auxquelles les différents pays de la région sont confrontés : criminalité organisée, narcotrafic, et périls environnementaux. Les missions traditionnelles des forces armées centraméricaines ont subi une mutation parallèle. Le développement de ces « nouvelles menaces » intérieures surdétermine l'évolution des politiques des Etats centraméricains en matière militaire, de sécurité et extérieure. Ils ont engagé une profonde redéfinition des missions et des moyens de leurs outils militaires et de sécurité. Elle exige des adaptations et des synergies inédites entre forces armées, de police et de renseignement.

La nouvelle conjoncture depuis 2010 a rebattu les cartes sur le plan international. Elle a réduit les ambitions extérieures des pays latino-américains, diminué leurs capacités d'achat d'équipements militaire, et adouci les politiques de « résistance » à l'égard des Etats-Unis et de l'Union européenne. Les offres et les initiatives venues de Russie, d'Asie et de Turquie se sont multipliées. Dans le même temps, les pays de l'Alliance du Pacifique ont négocié des accords de libre-échange avec les Etats-Unis et avec l'Europe, et l'on reparle de dialogue Mercosur-Union européenne.

III. La France et l'Europe

Si l'Union européenne et ses pays membres ne sont pas au centre des radars latino-américains, il existe une perception d'ensemble plutôt positive sur la France et l'Europe. Dans le Cône Sud, les Andes, en Amérique centrale et au Mexique, l'Europe et la France sont considérés comme des partenaires amis, mais lointains. Depuis la signature du traité de Maastricht notamment, l'Union Européenne qui était vue comme un exemple à suivre, et même un modèle pour le Mercosur, l'est beaucoup moins depuis la crise de l'euro et du système Schengen.

La France n'est pas considérée comme un allié important pour les questions de défense et de sécurité. La plupart de ces pays considèrent la France comme un ami distant, mais qui n'a pas montré l'intention ou la même capacité financière que la Chine à devenir un partenaire plus significatif. Par ailleurs, la majorité des pays d'Amérique latine sont davantage préoccupés par les questions économiques et de développement que par les questions stratégiques et de sécurité. Même le Brésil, le Mexique et l'Argentine, pays les mieux pourvus en la matière dans la région, sont dans ce cas.

Les pays d'Amérique latine, dont certains ont eu beaucoup de difficultés par le passé à assurer leur propre survie, concentrent leur insertion internationale et leur réflexion stratégique sur la protection de leur souveraineté nationale. La lutte contre les trafics de drogue et l'établissement d'alliances internationales sont aujourd'hui les moyens privilégiés pour atteindre cet objectif. Ces pays ont tendance à ouvrir leurs frontières aux investissements internationaux qui favorisent le développement national. De ce point de vue, l'Europe et la France sont considérées comme des sources d'investissement, et comme possibles médiateurs des conflits liés à la drogue. Cependant cette perception positive *a priori* ne signifie pas grand-chose en l'absence de propositions de coopération concrètes, basées sur les attentes à long terme. Les transferts de technologie et des programmes de formation sont des actifs intéressants pour développer ces initiatives de coopération.

Bien que les institutions régionales soient devenues plus influentes au cours de la dernière décennie, elles ne permettent pas faute de force suffisante de définir les préférences des pays membres. Il n'y a pas, par exemple, de réponses régionales à la présence de la Chine, ou à la question des Traités de Non-Prolifération, ce qui est un révélateur des difficultés qui se dégagent pour déterminer des approches communes. Ce manque de vision commune laisse la place aux initiatives bilatérales. Cela a été un avantage pour les pays tels que la Russie et la Chine, qui investissent dans des partenariats spécifiques. Cela peut en être un pour la France et les pays européens.

SOMMAIRE

CHAPITRE I. LES PENSEES STRATEGIQUES EN AMERIQUE DU SUD	10
1. Géographie et géopolitique : une hétérogénéité durable	10
1.1. Disparités géographiques et démographiques	10
1.2. Divergences géopolitiques	11
1.3. Des identités nationales divisées	12
2. La pensée stratégique : un facteur structurant	12
2.1. Le <i>gaucho</i> , les <i>bandeirantes</i> et la <i>pampa</i>	13
2.2. La construction d'un récit national héroïque	14
3. Des stratégies d'affirmation opposées	15
3.1. L'esprit de résistance nationale	15
3.2. La résistance aux puissants	16
3.3. La collaboration avec les puissants	18
4. Un paysage stratégique inédit	18
4.1. La politique intérieure et les conflits internes	18
4.2. L'évolution du contexte international	19
4.3. La conjoncture économique	21
5. L'Amérique du sud, entre résistances et collaborations	22
5.1. De 2000 à 2010 : affirmation et résistance	22
5.2. De 2010 à 2016 : un nouvel équilibre instable	23
5.3. Des spécificités nationales	25
6. Conclusion	29
CHAPITRE II. LES PENSEES STRATEGIQUES EN AMERIQUE CENTRALE	30
1. Une intégration sous influence américaine	30
2. Des menaces conventionnelles limitées	32
3. Des missions traditionnelles aux « nouvelles menaces »	33
4. Une pensée stratégique peu développée	35
5. Des forces armées en adaptation	36
6. Le Mexique, entre défense et sécurité publique	38
7. Conclusion	39
CHAPITRE III. QUELLE PLACE POUR LA FRANCE ET POUR L'EUROPE ?	41
1. Perceptions latino-américaines de la France et de l'Europe	42
1.1. L'Amérique centrale et le Mexique	42
1.2. Les Andes	43
1.3. Le Cône Sud	44
2. La France et l'Europe dans le logiciel stratégique brésilien	46
2.1. La « diplomatie de principe » brésilienne	46

2.2. Le partenariat avec la France.....	47
CONCLUSION.....	50
ANNEXES	53
1. Glossaire	53
2. Les livres blancs latino-américains	59
3. Synthèse des pensées stratégiques nationales.....	60

L'Amérique latine est un ensemble qui demeure tout à fait hétérogène. En dépit d'un nombre important d'organisations intergouvernementales régionales, les politiques nationales peuvent y converger mais n'y sont pas nécessairement concertées. Aussi ne sont-elles pas encore en mesure de fabriquer des politiques communes. Les politiques extérieures et de défense en particulier relèvent de décisions souveraines. Ainsi il n'existe pas d'équivalent latino-américain de l'Alliance atlantique, ni même une approche qui pourrait se comparer aux réflexions portant sur la défense européenne : la plupart des pays entretiennent des relations multiples avec les acteurs qui lui sont extérieurs. Ces liens peuvent être économiques et commerciaux. Ils peuvent aussi être politiques et porter les questions de sécurité, essentiellement avec les Etats-Unis et de façon plus exceptionnelle l'OTAN². Les Etats-Unis bénéficient d'une avance historique en matière de coopération, matérialisée par le système de l'OEA et les sommets des Amériques. L'Union européenne, de son côté, a articulé à partir des années 1980 un réseau d'accords commerciaux et de sommets. Plus récemment, la Chine, l'Inde, la Russie, la Turquie, la ligue arabe et les pays africains ont construit des coopérations aux périmètres plus ou moins ambitieux.

La fin de la guerre froide a flexibilisé une gouvernance jusque-là contrainte par les fortes pressions exercées par le voisinage de la superpuissance étasunienne. La concurrence soviétique ayant disparu, Washington a privilégié d'autres régions considérées prioritaires comme l'Orient, Proche, Moyen et Extrême. Les latino-américains y ont gagné la possibilité de recourir à l'élection pour gérer leurs contradictions internes. La politique suivie par un gouvernement élu peut donc aujourd'hui être remise en cause dans les urnes par la victoire d'une formation ou d'une équipe concurrentes. Ainsi l'Argentine, entrée avec le président Carlos Saúl Menem dans le cercle des pays alliés des Etats-Unis hors OTAN, ensuite proche des pays de l'ALBA³ – groupe régional cultivant une distance critique avec les Etats-Unis – s'est depuis décembre 2015 rapprochée des Etats-Unis. La croissance économique, ou son ralentissement offrent des marges d'autonomie diplomatique dans un cas, et les referment dans l'autre cas. Endettés dans les années 1980, les pays d'Amérique latine étaient tenus d'accepter des formes de tutelle de la part des pays créditeurs du FMI et de la Banque mondiale. Ultérieurement en situation d'aisance financière, portée par la demande asiatique de produits primaires – agricoles, énergétiques, et miniers – ils ont multiplié les initiatives d'affirmation. On citera par exemple la création en 2008 de deux organisations interrégionales concrétisant la volonté d'être « entre soi » hors de tout

² Il en est ainsi de l'accord de coopération signé en juin 2013 entre l'Otan et la Colombie.

³ Alliance bolivarienne des peuples d'Amérique, créée par le Venezuela.

partenariat extérieur : la CELAC⁴ et l'UNASUR⁵. Les intérêts nationaux des pays de la zone, dont les fondamentaux n'ont rien d'immuable et qui se sont dégagés de l'influence américaine, évoluent donc aujourd'hui au gré de deux variables conjoncturelles, l'une électorale et l'autre économique.

La décennie 2000-2010 a conforté cette dynamique d'affirmation des pays de la zone. Afin de rompre avec une tendance bi-séculaire de dépendance et de périphérisation, les pays latino-américains ont élargi le champ de leur souveraineté, dans un certain désordre institutionnel. Les initiatives n'ont pas nécessairement été concertées. L'affirmation a parfois été affichée de façon agressive, comme dans le cas des pays de l'ALBA. Elle a pu faire volontairement l'impasse sur l'idéologie et cultiver une démarche plus discrète mais tout aussi ambitieuse, comme les pays membres de l'Alliance du Pacifique. Le Brésil, enfin, a choisi d'accroître son espace de liberté diplomatique, et de réduire ses relations de toute nature avec les Etats-Unis.

L'évolution du paysage international a également modifié la donne. Les crises montées en intensité au Moyen-Orient, en Afrique, les tensions avec la Russie, parfois ressenties comme porteuses de clivages rappelant ceux de la guerre froide, ont été perçues en Amérique latine comme une opportunité. Les sanctions occidentales à l'égard de la Russie, les opérations militaires en Libye et en Syrie, voire au Mali, ont été regrettées, parfois condamnées, par principe. Si la réconciliation des Etats-Unis avec Cuba est perçue de façon positive, les sanctions de Washington à l'égard de Caracas sont unanimement critiquées. Les sanctions occidentales qui visent la Russie ont été instrumentalisées commercialement, afin d'offrir à Moscou un accès aux produits agricoles qui antérieurement étaient fournis par les Européens.

Si la volonté d'affirmation demeure donc, le contexte des dernières cinq années en a limité les ailes. La croissance chinoise, qui est moindre, a nettement réduit la demande de Pékin en produits latino-américains. La guerre du pétrole ouverte par l'Arabie saoudite a fait plonger le prix du baril. Privés de ressources budgétaires importantes, les gouvernements n'ont plus la capacité d'influence extérieure dont ils disposaient précédemment. Le Venezuela, par exemple, a réduit le périmètre de sa diplomatie pétrolière dans la Caraïbe et avec Cuba. Ces économies en difficulté, d'autre part, ont vu s'accroître les contradictions intérieures de toute nature, dans des pays restés parmi les plus inégalitaires du monde. Délinquance, corruption, trafics en tout genre bousculent la stabilité démocratique, d'Argentine au Venezuela, en passant par le Mexique. Les

⁴ Communauté des Etats d'Amérique latine et de la Caraïbe.

⁵ Union des nations d'Amérique du sud.

querelles de voisinage ont pris une dimension plus aigüe au Nord, avec la Colombie et le Nicaragua et au Sud entre le Chili et ses voisins.

Ce que la conjoncture des années 1990-2010 a permis, celle d'aujourd'hui peut-elle le défaire ? Plusieurs scénarios sont envisageables. Construire des coopérations dans la durée avec la région suppose de n'exclure aucun de ces scénarios. Le contexte actuel est marqué par de fortes restrictions budgétaires, qui contraignent les ambitions extérieures et le périmètre des coopérations. Il les oriente en direction de besoins en matière de sécurité qui répondent aux enjeux actuels : lutte contre les « nouvelles » menaces locales, trafics de stupéfiants, blanchiment d'argent sale, corruption, préservation du territoire national, qu'il s'agisse de la défense des richesses nationales (comme l'Amazone vert et bleu au Brésil) ou de la défense de zones frontalières contestées. Les coopérations éventuelles avec les pays latino-américains devront s'adapter à ces contraintes contemporaines.

CHAPITRE I. LES PENSÉES STRATÉGIQUES EN AMÉRIQUE DU SUD

L'Amérique du sud est un assemblage plus virtuel que réel. Les politiques extérieures des pays d'Amérique du sud répondent aux spécificités de chaque pays, relatives à leur taille, leur situation géographique, leur population, leurs ressources, leur richesse, leur filiation historique et leur héritage institutionnel. Ces déterminants sont susceptibles de générer des comportements diplomatiques contradictoires, porteurs de coopérations ou au contraire d'antagonismes avec les pays voisins. Au-delà de cette réalité convenue il convient de faire le constat d'une **convergence qui n'est pas nécessairement pensée**. Elle est la conséquence d'une situation partagée qui fait de ce sous-continent une **dépendance, une périphérie, voire une arrière-cour** des puissances du moment. Ce constat transcende le plus souvent les clivages idéologiques.

1. Géographie et géopolitique : une hétérogénéité durable

1.1. *Disparités géographiques et démographiques*

L'espace sud-américain est réparti en entités territoriales de taille disparate. La surface de l'Uruguay (176 220 kilomètres carrés) contraste avec celle de son voisin brésilien (8 515 767 kilomètres carrés). Le Brésil est l'un des Etats les plus étendus au monde, au point que l'on pourrait le qualifier d'Etat « continental » au même titre que la Chine, les Etats-Unis, ou la Russie. De même, la population de l'Equateur, avec 14 millions d'habitants, n'a rien de commun avec celle du Brésil, qui en compte 200 millions et entre dans le groupe des cinq pays les plus peuplés du monde.

L'accès aux océans des Etats sud-américains, et donc leur capacité de **connexion au monde** crée également des différences notables. La Colombie a une double façade maritime, Atlantique et Pacifique. L'Equateur, le Pérou et le Chili ont une côte Pacifique. Alors que le Venezuela, le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine ont une façade atlantique. Bolivie et Paraguay en revanche sont des pays enclavés, dit « méditerranéens ».

L'espace sud-américain est fracturé par la chaîne andine, qui s'élève jusqu'à 7000 mètres de hauteur et représente une limite naturelle est-ouest. Elle sépare et isole deux ensembles géographiques. Elle culmine au Nord à 5794 mètres (le pic Cristobal Colón, situé en Colombie). Au Sud, l'Aconcagua en Argentine s'élève à 6960 mètres. Deux espaces isolés l'un de l'autre par la

nature, sont tournés pour l'un vers l'ouest et le **Pacifique**, et pour l'autre vers l'est et **l'Atlantique**.

Cette **fracture géographique** sépare deux mondes aux caractéristiques particulières. La partie Est est adossée à la chaîne andine. Les reliefs sont difficiles, les plaines côtières étroites. La partie Ouest est irriguée par d'immenses bassins fluviaux, Orénoque au nord, Amazone au centre, et système du Rio de la Plata au sud. Son cœur central est occupé par une forêt équatoriale inhospitalière.

1.2. Divergences géopolitiques

L'espace géopolitique a été formaté par **l'histoire coloniale**. Espagne-Portugal-France-Pays-Bas-Grande-Bretagne se sont disputés et partagés l'Amérique du sud avec des fortunes diverses. L'empreinte anglaise, française et hollandaise est aujourd'hui minimale, cantonnée aux Guyanes, dans le nord de l'Amérique du sud. L'Amérique du sud est donc essentiellement « latine », de tradition espagnole, à 60%, et portugaise, à 40%.

Mais cet héritage colonial binaire a produit des espaces différents. L'espace « espagnol » dominant a été morcelé au moment des indépendances. Les trois vice-royautés (Nouvelle Grenade-Pérou-Rio de la Plata) ont éclaté en neuf entités souveraines⁶, alors que la vice-royauté du Brésil a préservé son unité après le départ des Portugais⁷.

Cette caractéristique linguistique a été accompagnée d'un autre facteur qui aujourd'hui encore a une incidence sur les styles de gouvernement et les modes de penser l'action politique. L'accession à l'indépendance a été la conséquence d'une quinzaine d'années de troubles et d'affrontements militaires dans la partie espagnole de l'Amérique du sud. En revanche côté portugais la séparation, familiale, s'est faite à l'amiable⁸.

Cet héritage enfin est aussi celui de frontières coloniales approximatives et contestées. *L'uti possidetis*, ou principe d'intangibilité des frontières issues de la colonisation, accordé afin d'éviter les conflits n'a pas pu, en raison de l'imprécision préexistante, éviter la perpétuation de contentieux (le principe a été proclamé pour la première fois en 1819 en Colombie). Ils sont identifiés et opposent depuis Colombie et Nicaragua ; Venezuela et Guyana ; Venezuela et Colombie ; Equateur et Pérou ; Pérou et Chili ; Chili et Bolivie.

⁶ Par ordre alphabétique : Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Equateur, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela

⁷ Le nouvel empire a été dirigé par le fils du Roi de Portugal, tous deux étant donc de la famille des Bragance.

⁸ En dépit de tensions initiales. Lire à ce sujet, Martine Droulers, « Brésil, une géohistoire », Paris, Puf, 2001

1.3. *Des identités nationales divisées*

Les espaces nationaux sont compartimentés par la faiblesse des **réseaux de communication**. Les réseaux ferrés sont inexistants. Ils ne sont pas compensés par les routes, qui ne quadrillent pas ou mal les territoires⁹. De fait, dans la quasi-totalité des pays, l'espace est réparti entre le territoire dit « utile » et les terres vierges ou à « coloniser ».

De plus, les pays sud-américain font cohabiter des populations perçues comme socialement et historiquement « hiérarchisées ». La couleur de la peau est un élément déterminant du statut reconnu à l'individu. La coexistence entre populations autochtone, noire, blanche et asiatique est couplée à une hiérarchie sociale, produit d'un héritage historique très présent dans l'inconscient collectif. L'espace latino-américain souffre par ailleurs d'**inégalités sociales** parmi les plus élevées du monde. Les zones « vierges » sont souvent les moins développées, celles où la présence de la puissance publique est la plus faible. Ces zones, qualifiées de « grises » sont des secteurs de confins, éloignés des centres, ou des périphéries des Etats, comme l'Amazonie¹⁰. Ces confins peuvent aussi être urbains, la géographie physique des villes reposant sur l'existence de quartiers réservés, ghettos de pauvres (barrios, cantegriles, favelas, villas miserias selon les pays) et ghettos de riches (quartiers fermés).

Une culture d'**affrontement civil** se perpétue dans les zones grises. Les guerres intestines du XIX^{ème} siècle ; les coups d'Etat ont été en Colombie par exemple le bouillon de culture des guérillas du XX^{ème} siècle dont certaines sont toujours actives (l'ELN et les FARC en Colombie). Le constat peut être fait au Paraguay avec l'EPP¹¹. Ailleurs ce sont les acteurs de la délinquance qui ont pu s'ériger en autorité locale de fait, soit dans une région comme dans le VRAE (ou Valle del Rio Apurímac y Ene) péruvien, soit comme groupe délinquant organisé dans les quartiers périphériques des grandes métropoles (Commando Rouge, Miliciens à Rio de Janeiro ; Premier commando de la capitale à São Paulo).

2. La pensée stratégique : un facteur structurant

La résistance au colonisateur espagnol et portugais a été la manifestation première et fondatrice d'une réponse stratégique commune. La perpétuation du pacte colonial a généré son rejet par

⁹ Cf. Luis Fajardo, *Los países con las mejores y las peores carreteras en A. Latina*, BBC Mundo, 10 juin 2015 (www.bbc.com/mundo/noticias)

¹⁰ La « conquête » de l'Amazonie a été accompagnée par la construction d'un imaginaire mobilisateur. Les créations littéraires du colombien José Eustasio Rivera et de l'argentino-uruguayen, Horacio Quiroga en témoignent.

¹¹ ELN, EPP, FARC : voir glossaire.

des élites locales pourtant issues des « mères patries ». Les deux héros de l'indépendance sud-américaine, Simon Bolivar et José de San Martin étaient des créoles issus des meilleures familles. Le sentiment de **résistance** s'est perpétué après les indépendances. Il a été ciblé sur les nouvelles puissances extérieures exerçant une influence majeure, les puissances européennes, anglaise au XIX^{ème} siècle, étatsunienne au XX^{ème}.

2.1. *Le gaucho, les bandeirantes et la pampa*

En Argentine, la conquête du désert patagonien en 1879-1881 a représenté une sorte de « geste » fondatrice du nouvel Etat. Domingo Faustino Sarmiento a été tout à la fois l'inspirateur et l'acteur d'un discours et d'une politique d'avancée de la « civilisation » contre la barbarie¹². De façon plus générale, la « mise en valeur » de la *pampa* en Argentine comme en Uruguay constitue l'un des éléments fondateurs de l'identité nationale. Le *gaucho* en est le héros, personnage de chansons de geste, de films et de récits, transmis par l'école et la famille¹³.

Le Brésil, entre Océan atlantique et Amazonie, a développé une double identité nationale. Les esprits et les instruments de l'Etat ont été mobilisés contre une insularité supposée. Les *bandeirantes*, aventuriers ayant repoussé les frontières intérieures, ont été valorisés par le Brésil indépendant comme des personnages nationaux positifs. Le Brésil y a puisé une interprétation avantageuse de *l'uti possidetis*, fondatrice d'une conception mobile des frontières terrestres¹⁴. Le même constat peut être fait avec les premiers *conquistadores* ayant occupé les terres indiennes du Chili et de Colombie¹⁵. Colombie, Equateur, Pérou ont également idéalisé la maîtrise territoriale de l'Amazonie, devenue enjeu national susceptible d'être disputé par les armes. Pérou et Colombie, Pérou et Equateur, Bolivie et Brésil se sont ainsi affrontés sur leurs marches amazoniennes¹⁶.

¹² La « guerre », dite « du désert » a été conduite par le président Julio A. Roca.

¹³ On pense en particulier aux argentins José Hernández, auteur de « Martín Fierro » ; Ricardo Güiraldes, auteur de « Don Segundo Sombra » et aux uruguayens, Enrique Amorim, auteur de « La carreta » et Tomás de Mattos, auteur de « ¡ Bernabé, Bernabé ! ».

¹⁴ Elle lui a permis de légitimer l'acquisition du territoire d'Acre en 1903, jusque-là possession amazonienne de la Bolivie. D'autres « accords » de 1900 à 1910 ont permis au Brésil d'étendre son territoire au détriment de la France (Guyane), de l'Equateur, du Royaume-Uni (Guyana), du Venezuela et de la Colombie. Lire, Amado Luis Cerro, Clodoaldo Bueno, « História da Política Exterior do Brasil », Brasília, Editora Universidad, 2002.

¹⁵ Au Chili avec Alonso de Ercilla, auteur de « la Araucania » et en Colombie, avec Germán Arciniegas, auteur du « Chevalier d'Eldorado ».

¹⁶ Les affrontements les plus importants ont eu lieu en 1932 entre Colombie et Pérou autour de la ville de Leticia ; et entre Equateur et Pérou en 1941 et en 1981 dans la zone du Rio Marañón. Voir, Orlando Peña, « Estados y territorios en América Latina y el Caribe », Mexico, Era, 1989

2.2. *La construction d'un récit national héroïque*

Les manuels d'histoire, de littérature, et d'éducation civique de tous les pays font figurer en bonne place l'enseignement de la **philosophie des Lumières**, et des révolutions nord-américaines et françaises. Les personnages historiques ayant joué un rôle de diffuseur de ces idées sont mis en évidence publique. Le nom d'Antonio Nariño, intellectuel colombien ayant le premier traduit en espagnol la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, a par exemple été donné à la présidence de la république de Colombie¹⁷.

Chaque pays a son héros national, considéré comme le père de l'indépendance. Son nom et son histoire figurent en bonne place dans les manuels scolaires. Il est aussi présent dans la toponymie, la statuaire publique, et le nom identifiant les bâtiments collectifs les plus importants des collectivités territoriales. Il s'agit de José Gervasio Artigas en Uruguay ; de Bernardo O'Higgins au Chili, et d'Antonio José de Sucre en Bolivie.

Deux héros transversaux sont référencés dans tous les pays d'Amérique du sud, des livres d'école au nom des rues et des établissements publics. Il s'agit de Simon Bolivar et de José de San Martin, tout particulièrement honorés dans leurs terres d'origine, la Colombie et le Venezuela pour l'un, l'Argentine pour l'autre. La présence dans les manuels scolaires, et dans la définition des noms de lieux organisant la vie sociale contribuent à construire un authentique **culte laïc des héros**¹⁸ et instrumentaliser idéologiquement le passé. La plupart des pays, du Paraguay au Venezuela, ont des panthéons nationaux. Certains ont introduit dans le cursus des collèges une matière particulière intitulée « enseignement bolivarien »¹⁹, comme le Venezuela.

Dès les indépendances, un **récit collectif convergent** a été fabriqué dans toute l'Amérique du sud, et au-delà en Amérique latine, contribuant à consolider l'image d'un collectif **uni par la langue et la culture, victime d'agressions extérieures, aspirant à une reconnaissance et au respect**. Ces récits ont été accompagnés d'œuvres littéraires ou artistiques mettant en évidence les parentés culturelles de pays victimes de prédateurs espagnols ou extérieurs. La lecture des hymnes nationaux en porte un témoignage vivant, réactualisé par la vie scolaire et sociale²⁰. Les écrits de Simon Bolivar, en particulier ses « Lettres de Jamaïque »²¹, ont dans cet ensemble le caractère d'un substrat fondateur. Ce substrat a été au fil des ans enrichi par le Colombien José Maria Torres Caicedo, « inventeur » de l'Amérique latine, le cubain José Marti, l'Uruguayen José

¹⁷ Chacun des pays a eu ses porte-paroles des idées des Lumières, Mariano Moreno en Argentine, Pedro José Caro à Cuba, Carlos Montufar en Equateur, José del Pozo au Pérou.

¹⁸ Voir, Elias Pino Iturrrieta, « El divino Bolivar », Madrid, Catarata, 2003

¹⁹ Cf le manuel scolaire vénézuélien, « Cátedra Bolivariana », 9° grado, educación básica, Caracas, Co-Bo, (programme de 1988)

²⁰ María Bendahan, « Exhortaciones, los himnos nacionales de América Latina », Buenos Aires, Lumen, 2010

²¹ Simon Bolivar, « Escritos Políticos », Madrid, Alianza, 1975

Enrique Rodo. Ce courant a au fil des années été perpétué par l'Argentin Manuel Ugarte, le Brésilien Darcy Ribeiro, le Péruvien Raúl Haya de la Torre, les Mexicains Leopoldo Zea ; Edmundo O'Gorman, l'Uruguayen Eduardo Galeano, le Vénézuélien Arturo Uslar Pietri.²² Des auteurs comme le Nicaraguayen Ruben Dario, le Colombien Gabriel Garcia Marquez, des peintres comme l'Uruguayen Joaquín Torres Garcia ont également contribué à la création de ce récit collectif.

3. Des stratégies d'affirmation opposées

3.1. *L'esprit de résistance nationale*

Les Etats sud-américains ont cultivé un **esprit de résistance frontalière nationale**. Le Brésil a inventé et perfectionné une géopolitique diplomatique au service d'ambitions étroitement nationales. L'école géopolitique brésilienne, d'Everardo Backheuser et Mario Travassos, à Theresina de Castro, Golbery do Couto e Silva et Carlos de Meira Mattos ²³, y a contribué. Elle a façonné ses concepts de manière à jouer au mieux de la situation du pays, en isolant comme zone géopolitique déterminante le cœur du sous-continent aux confins du Brésil et de la Bolivie, et par la neutralisation de l'Atlantique sud.

Au Chili, l'école géopolitique est également mise au service **d'ambitions territoriales et maritimes nationales**. Elle a privilégié un triangle océanique dont la pointe se situerait dans l'île de Pâques (de possession chilienne) et les côtés aux points extrêmes nord et sud du pays.

Bolivie, Colombie, Equateur, Paraguay, Pérou, Uruguay, ont centré leurs efforts sur la définition la plus favorable possible de *l'uti possidetis* frontalier, qui a conduit le Paraguay du président Gaspar Rodriguez Francia²⁴ à se replier et à tenter de vivre en autarcie pendant une partie du XIXème siècle. Reste que la Bolivie, Chili et Pérou, Bolivie et Brésil, n'ont parfois jusqu'à aujourd'hui toujours pas trouvé de solution satisfaisante à leurs limites incertaines.

²² Eduardo Galeano, « Les veines ouvertes de l'Amérique latine, Paris, Pocket-Plon, n°3022 ; Victor Raúl Haya de la Torre, « La defensa continental », Lima, Monterrico, 1945 ; Edmundo O'Gorman, « L'invention de l'Amérique latine », Laval, Presse universitaires, 2007 ; Arturo Uslar Pietri, « La creación del nuevo mundo », Caracas, Grijalbo, 1991 ; Darcy Ribeiro, « As Americas e a civilização », São Paulo, Companhia das Letras, 2007 ; José Enrique Rodo, « Ariel », Madrid, Alba, 1985 ; Leopoldo Zea, « L'Amérique latine face à l'histoire », Cahors, ed. Archives, 1991

²³ Présentation synthétique dans, Jorge Manoel da Costa Freitas, « A Escola Geopolítica Brasileira », Rio de Janeiro, Biblioteca do Exército Editora, 2004

²⁴ Le personnage a fait l'objet d'une mise en scène littéraire d'Augusto Roa Bastos, « Moi le suprême », LP-Pierre Belfond.

3.2. *La résistance aux puissants*

Les Etats sud-américains ont de façon continue inventé des stratégies de **résistance aux ingérences extérieures**. Tous ont usé du **droit international** comme recours en garantie d'égalité souveraine. En Amérique latine, la hiérarchie des valeurs intellectuelles place le juriste au sommet de la pyramide du respect collectif. Certains noms sont des références communes à plusieurs pays, comme par exemple Andrés Bello, honoré de la même manière au Chili et au Venezuela, ou l'argentino-uruguayen Carlos Calvo, fondateur d'un Institut de droit international public à Gand en 1873.

Diverses doctrines de **protection souveraine** ont été inventées en Amérique latine et du sud pour interdire ou à défaut contenir l'ingérence. Celle, en 1902-1907 du diplomate argentin Luis Maria Drago par exemple est l'une des plus référencées. Elle vise à mettre hors la loi le recours à la force par un Etat créancier pour obtenir le remboursement d'une dette.

D'autres propositions visaient à neutraliser l'asymétrie militaire des pays latino-américains. Soit en proposant de déclarer hors loi internationale tout recours à la force, comme l'a proposé l'Equatorien Carlos Tobar en 1907, et qui pour cette raison obtiendra en 1909 le Nobel de la paix. Ou en 1930 celle du diplomate Mexicain Genaro Estrada qui a donné un prolongement à la doctrine Tobar. A la même époque l'ambassadeur Argentin Carlos Saavedra Lama élaborait une doctrine qui eut un écho en Amérique du sud et en Europe centrale, visant à mettre la guerre hors la loi. Cette théorie lui vaudra également un Nobel de la paix en 1932. Ces théories et initiatives diplomatiques resteront sans lendemain, mais garderont et ont toujours une validité de nature intemporelle. Le Mexique a réussi en 1967 à faire adopter une convention bannissant le nucléaire d'Amérique latine, connue sous le nom de traité de Tlatelolco. Son artisan, diplomate au service du président Gustavo Diaz Ordaz, s'appelait, Alfonso Garcia Robles. Il obtiendra lui aussi le Nobel de la paix en 1982. Le Brésil a dans le même esprit porté un projet qui s'est concrétisé en 1986 de Zone de paix et de coopération dans l'Atlantique sud (ZPCAS). La ZPCAS s'est déclarée zone sans armes nucléaires en 1994.

Les Etats sud-américains ont également cherché à **équilibrer une influence extérieure** jugée indésirable en la mettant en **concurrence** avec une autre. Au XIXème siècle, ces jeux d'équilibre entre puissances ont concerné la France et l'Allemagne, placées en contrepoids de l'Angleterre, puissance alors dominante dans la région. Ils ont pu aussi progressivement mettre face à l'Angleterre, les Etats-Unis, nouvelle puissance montante. Ces mises en rivalité portaient sur les formations croisées de fonctionnaires civils et militaires, les accords de coopération et d'amitié, les traités commerciaux.

Au XX^e siècle, il convient de distinguer deux périodes. Dans la première moitié du siècle, l'Allemagne et l'Italie, y compris durant leurs périodes nazie et fasciste, ont été sollicitées pour équilibrer l'influence des Etats-Unis et de l'Angleterre. C'est ainsi que la Colombie avait pu créer grâce à un investissement allemand en 1922 la première compagnie aérienne d'Amérique latine²⁵. Le Brésil a obtenu grâce à ce jeu d'équilibre le don d'une aciérie en pièces détachées livrée par les Etats-Unis en échange de bases aériennes et marines et d'une entrée en guerre²⁶.

La deuxième période, de 1945 à 1989 marquée par le conflit est-ouest, aura été celle d'une **mise en concurrence des Etats-Unis et de l'Union soviétique**. Cuba, semi-colonie des Etats-Unis, fera le choix d'une intégration dans le CAEM. Le Nicaragua bénéficiera de l'aide soviétique et cubaine. L'Argentine de la dictature militaire fera le choix d'une relation agro-commerciale privilégiée avec l'URSS. La France, après le voyage effectué par le général de Gaulle en 1964, apparaîtra comme une alternative intermédiaire et moins risquée jusqu'à la fin de la guerre froide²⁷.

Développement extrême de cette école de pensée et de gouvernement, des doctrines de stratégies souverainistes pouvant aller jusqu'à **la rupture et l'affrontement** avec les puissances ingérentes ont pu être inventées et sont encore à l'ordre du jour. Dans les années 1950-1960, l'Argentin Juan Domingo Perón avait lancé le projet d'une « troisième voie ». Jacobo Arbenz au Guatemala et Fidel Castro à Cuba ont défendu la nécessité de renforcer les actions sud-sud, tricontinentales. Au Brésil João Goulart a pratiqué la PEI, ou politique extérieure indépendante de 1961 à 1964. Cette politique constituait une extension à la politique extérieure des théories économiques de la dépendance identifiées à des penseurs de différentes nationalités (Raúl Prebisch, argentin; Celso Furtado, Fernando Henrique Cardoso, brésiliens; Enzo Faletto, chilien), a ensuite été celle des militaires à la fin de leur dictature sous le nom de « pragmatisme responsable ». Elle est depuis 2003 celle des gouvernements brésiliens de Lula da Silva et Dilma Rousseff. Plusieurs noms sont attachés à sa mise en œuvre, celui du conseiller présidentiel Marco Aurelio Garcia, celui du ministre des Affaires étrangères, puis de la Défense, Carlos Amorim et celui du diplomate Samuel Pinheiro Guimaraes²⁸.

Le Venezuela a depuis l'accession au pouvoir du président Hugo Chávez en 1999 défini une diplomatie pétrolière visant à accroître son **autonomie** et celle de pays qui bénéficient de ses livraisons à prix préférentiels. Une coopération a été formalisée entre ces pays, l'ALBA, ou

²⁵ Avianca.

²⁶ L'accord a été signé le 25 septembre 1940. L'aciérie a été montée dans la ville de Volta-Redonda (RJ).

²⁷ Voir, Maurice Vaïsse, sous la dir. de, « De Gaulle et l'Amérique latine », Rennes, Presses universitaires, 2014

²⁸ Voir, Celso Amorim, « Conversas com jovens diplomatas », São Paulo, Benvirá, 2011 ; Marco Aurelio Garcia, *Diez años de política exterior*, in Emir Sader, « Lula y Dilma », Quito, IAEH, 2014 ; Samuel Pinheiro Guimarães, « Cinco siglos de periferia », Buenos Aires, prometeo, 2005

alliance bolivarienne des peuples de notre Amérique. Elle avait été théorisée en particulier par un conseiller allemand passé par le Mexique, Heinz Dieterich²⁹.

3.3. *La collaboration avec les puissants*

Certains Etats ou certains gouvernements ont pu pratiquer la **soumission volontaire, conçue comme seule politique permettant de limiter les ingérences**. L'Argentine, pendant les années du gouvernement péroniste de Carlos Saúl Menem, a pratiqué cette diplomatie. Elle avait son théoricien, Carlos Escudé, qui l'a baptisée, « réalisme périphérique ». Un ministre des Affaires étrangères (de 1991 à 1999), Guido di Tella, l'avait appelée de façon plus imagée, « relation charnelle » (de l'Argentine avec les Etats-Unis)³⁰.

Au Brésil, la défense d'une alliance privilégiée avec les Etats-Unis a été théorisée et pratiquée par le baron de Rio Branco, José Maria da Silva Paranhos Junior, ministre des Affaires étrangères de 1902 à 1912. Cette option est l'une des grandes orientations suivie tout au long du XXème siècle par la diplomatie et les gouvernements du Brésil³¹.

En Colombie une diplomatie tournée vers « l'étoile polaire nord-américaine » a été théorisée et pratiquée par un ministre des Affaires étrangères, devenu président de la République, Marco Fidel Suarez. Le *Respice Polum*, autre définition générique de cette théorie diplomatique est toujours d'actualité en Colombie³².

4. Un paysage stratégique inédit

4.1. *La politique intérieure et les conflits internes*

La dynamique de **conflits militarisés internes**, en résorption ou en perpétuation, peuvent avoir une incidence majeure sur les priorités accordées en matière de sécurité nationale. Les débats à ce sujet ont été polarisés en Colombie par l'existence de mouvements de contestation armée,

²⁹ Heinz Dieterich, « Hugo Chavez y el socialismo del siglo XXI », Barquisimeto, Movimiento por la Democracia Participativa, 2005

³⁰ Voir, Carlos Escudé, « Realismo periferico », Buenos Aires, Planeta, 1992

³¹ Voir, Luis Cláudio Villafaña G. Santos, « O evangelho do Barão », São Paulo, unesp, 2012

³² Voir, Apolinar Diaz-Callejas, « El lema Respice Polum y la subordinación en las relaciones con Estados Unidos », Bogota, Academia colombiana de historia, 1996

parfois en alliance ou en coopération avec la **grande délinquance**. Ils le sont aujourd'hui encore, comme de façon moins vivace au Pérou et au Paraguay.

Dans un passé relativement récent, les pays du cône sud-américain ont eu à gérer **une sortie de dictatures militaires ainsi que le futur matériel, social, institutionnel et politique des forces armées**. Cette question a accaparé le débat stratégique dans ces pays de façon durable. L'évaluation de ce passé, de la mémoire éventuelle que doivent en garder les sociétés, et les conséquences qu'il convient d'en tirer font encore débat. Par exemple, des révisions constitutionnelles sont en discussion actuellement au Chili, et des commissions de réparation et de mémoire sont évoquées au Brésil.

La **gestion des conséquences de l'inégalité sociale** sur la sécurité publique constitue une priorité nationale dans tous les pays. Tous doivent affronter le double défi que posent les inégalités et le désordre de délinquances « petites » ou structurées. Le narcotrafic dans ce contexte occupe une place centrale, en raison de sa capacité de dissolution sociale puissante³³. Les politiques sociales ont ainsi occupé une place stratégique d'Argentine au Venezuela en passant par le Brésil, en parallèle aux politiques de sécurité intérieure ciblant les zones grises urbaines, comme à Medellin en Colombie ou à Rio de Janeiro au Brésil.

La **démocratie et l'élection** comme modes de régulation des contradictions sociales sont aujourd'hui la règle dans tous les pays. Cette règle ouvre la possibilité d'alternances électorales. La politique étrangère et de sécurité est donc soumise depuis la démocratisation aux va et vient des consultations et de leurs enjeux. Par exemple, l'Argentine de Carlos Saúl Menem avait participé à la première guerre du Golfe et avait acquis le statut d'alliée privilégiée des Etats-Unis en 1998. Avec l'accession au pouvoir de Nestor et de Christine Kirchner elle est devenue proche des pays de l'ALBA³⁴, Alliance contestataire articulée par le Venezuela. L'alternance de 2015 a rétabli une relation forte avec les Etats-Unis, dont le président a été reçu en visite officielle le 22 mars 2016.

4.2. *L'évolution du contexte international*

Conséquence pour l'Amérique du sud de la fin de la guerre froide, **les Etats-Unis** se sont tournés vers d'autres horizons jugés plus stratégiques. La disparition d'une concurrence dans leur

³³ Voir, Luis Guillermo Solis, Francisco Rojas Arena, « Crimen organizado en América Latina y el Caribe », Santiago, Catalonia-Flacso, 2008.

³⁴ Pays membres de l'ALBA : Antigua et Barbuda, Bolivie, Cuba, la Dominique, Equateur, Nicaragua, Saint Vincent et Grenadine, Venezuela. Voir Jean Jacques Kourliandsky, *ALBA, organisation interaméricaine ou vénézuélienne ?* in Sebastian Santander, « Relations internationales et régionalismes », Liège, Presses universitaires, 2012

étranger proche a éloigné de la zone les Etats-Unis. La fin des contraintes intérieures et extérieures imposées par Washington pendant la guerre froide, a ouvert des espaces de souveraineté aux latino-américains. Ces espaces ont été effectivement utilisés.

Les Etats d'Amérique du sud ont **diversifié leurs dépendances** et ont trouvé un partenariat porteur avec les Asiatiques et la Chine. Ces pays sont devenus parfois le premier et le plus souvent leur deuxième partenaire économique, commercial et parfois technologique³⁵. Sanction de cette évolution, la CELAC (Communauté des Etats d'Amérique latine et de la Caraïbe) et la **Chine** ont créé un forum de coopération le 17 juillet 2014³⁶. Ainsi, la Chine en 2014 a accordé plus de crédits à l'Amérique latine que la BID et la Banque mondiale³⁷.

Parallèlement, d'autres coopérations ont été ouvertes avec un certain succès, même si les échanges restent modestes, avec des **pays du sud, africains et arabes, et avec la Turquie**. Depuis 2005 et 2006 des rencontres régulières sont organisées entre pays d'Amérique du sud, pays arabes et pays d'Afrique.

Les nouveaux clivages internationaux autour de la **Russie** et de l'anti-terrorisme ont créé un effet d'aubaine partagé³⁸. La Russie cherche des partenariats non conditionnés afin de contourner les sanctions occidentales. Dès le mois d'août 2014 quelques jours après une visite de Vladimir Poutine dans la région le directeur russe des services d'importation agricole tenait une réunion de travail avec les ambassadeurs à Moscou du Chili, d'Equateur, d'Uruguay, rencontre suivie d'une seconde avec les ambassadeurs d'Argentine et du Brésil³⁹. Les Sud-américains plus libres de leurs mouvements, et en quête de relais à un moment où les effets du ralentissement international se font sentir, ont densifié en 2014-2015 leurs relations avec Moscou.

Les tentatives, restées relativement modestes, d'ingérences nord-américaines de basse intensité ont été collectivement rejetées. Les facilités militaires en Colombie négociées en 2009-2010, le redéploiement de la Vème flotte américaine, les sanctions à l'égard de personnalités du gouvernement vénézuélien, le maintien de l'embargo à l'égard de Cuba, les pressions judiciaires sur l'Argentine au sujet de sa dette, les critiques à l'égard de pays ayant de bonnes relations avec l'Iran, le grand projet de zone de libre-échange continentale ont ainsi été rejetées.

³⁵ Voir, Guadalupe Paz, Riordan Roett, « La presencia de China en América Latina », Buenos Aires, Zorzal, 2009. De 2000 à 2013 le commerce bilatéral Chine-Amérique latine est passé de 12 à 261 milliards de dollars, in *América economía*, 22 juillet 2014

³⁶ Ce forum s'est réuni pour la première fois à Pékin le 8 janvier 2015 en présence des chefs d'Etat

³⁷ In *América economía*, 26 février 2015, citant une étude du Dialogo interamericano

³⁸ *Brasil, Uruguay, Argentina o Chile son alternativas de Rusia para importar alimentos*, in *América economía*, 14 août 2014

³⁹ Agence Efe, 7 août 2014.

La décision de reprise des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba le 17 décembre 2014 est la traduction concrète d'un nouveau rapport de force. Sous peine d'isolement au sein de l'OEA et de ses sommets extraordinaires (dits sommets des Amériques), le président des Etats-Unis a repris une relation avec Cuba sans préalable politique. D'autre part, sous l'effet des mêmes contraintes, il a ouvert un dialogue avec Caracas, par l'intermédiaire d'un envoyé spécial (l'ambassadeur Tom Shannon), afin d'atténuer les conséquences de sanctions prises à l'égard de sept dirigeants vénézuéliens.

4.3. *La conjoncture économique*

Le repli des Etats-Unis a été d'autant plus exploité au tournant du millénaire qu'il a coïncidé avec une exceptionnelle période de **croissance économique** sud-américaine, inscrite dans la durée. Cela n'est plus le cas depuis 2011. Le cours des produits primaires exportés a érodé les capacités financières des Etats, la croissance et la conjoncture économique générale. Le décrochage du prix du baril de pétrole en 2014 est concerné au premier chef, mais toutes les matières premières sont affectées. Trois pays sont particulièrement affectés en Amérique du sud et sont entrés en récession en 2014, l'Argentine, le Brésil et le Venezuela. Les autres, tout en maintenant des indices positifs, ont des taux de croissance nettement plus modérés⁴⁰.

Cette baisse des cours est la conséquence d'une **demande chinoise** en repli. Elle a des conséquences d'autant plus lourdes que les dynamiques de diversification des économies ont été bloquées voire renversées par dix ans de primarisation d'économies dont les locomotives ont été la vente de produits non valorisés. Les secteurs de technologie moyenne ou élevée ne sont pas en mesure d'assurer une quelconque compensation.

Les Sud-américains sont de ce fait **plus ouverts à leurs partenaires traditionnels**, américains et européens. Les pays de l'Alliance du Pacifique ont négocié des accords de libre-échange avec les Etats-Unis et avec l'Europe. La présidente brésilienne a effectué en juin 2015 un voyage officiel aux Etats-Unis. Mauricio Macri, élu en Argentine en 2015 a invité et reçu Barak Obama en mars 2016. Le rapprochement de Cuba avec les Etats-Unis s'inscrit aussi dans ce contexte. On reparle de dialogue Mercosur-Union européenne. Les premiers magistrats français et italien ont visité la région en 2015 et en 2016. Cependant, les récents déplacements effectués dans la région par le président turc et le premier ministre chinois contrastent avec la relative désaffection des rencontres avec les Européens. 14 chefs d'Etat et de gouvernement latino-américains et

⁴⁰ Prévisions du FMI pour 2015 (in El Pais, 17 mai 2015) : Venezuela :-7% ; Brésil :-1% ; Argentine :-0,3% ; Equateur : 1,9% ; Salvador : 2,5% ; Chili : 2,7% ; Uruguay : 2,8% ; Mexique : 3% ; Colombie : 3,4% ; Costa-Rica : 3,8% ; Pérou : 3,8% ; Paraguay : 4% ; Guatemala : 4% ; Bolivie : 4,3% ; Nicaragua : 4,6% ; République Dominicaine : 5,1% ; Panama : 6,1%

caribéens sur 33 se sont fait représenter par ministres et ambassadeurs au deuxième sommet UE/CELAC les 10 et 11 juin 2015. Aussi, la diversification et la mise en concurrence de partenariats extérieurs restent-elles à l'ordre du jour aujourd'hui.

5. L'Amérique du Sud, entre résistances et collaborations

5.1. De 2000 à 2010 : affirmation et résistance

Un fil conducteur émerge pour la période qui s'étend de 2000 à 2010, qui garde une pertinence et continue à fonctionner sur sa vitesse et ses principes acquis à cette période-là. La **démocratisation** a été une évolution institutionnelle et politique décisive. Porteuse de cohésion sociale et nationale, elle a fait tache d'huile dès les prémices de la fin de la guerre froide. Parallèlement, la conjoncture économique a généré une croissance inscrite dans la durée, qui a alimenté les budgets nationaux. Les gouvernements sud-américains ont utilisé les **marges budgétaires** de manière sociale. Ils ont également investi dans les infrastructures, les réseaux diplomatiques (ouverture d'ambassades en particulier), et l'équipement des armées.

La fin de la guerre froide a levé les contraintes de la bipolarité et a ouvert des espaces de **liberté diplomatique**, qui ont été remplis assez rapidement. Cuba, longtemps ostracisée, a été pleinement réintégrée dans le concert latino-américain. Les tensions entre la Colombie et ses voisins de l'ALBA, Equateur et Venezuela, ont été apaisées. Un dialogue entre autorités de Colombie et guérilla des FARC s'est mis en place à Cuba⁴¹. Un réseau intergouvernemental hors Etats-Unis et Canada a été inventé : la CELAC au niveau global ; l'UNASUR à l'échelle sud-américaine ; sans pour autant que les anciens réseaux sous régionaux ne disparaissent (AEC ; CAN ; MERCOSUR). De nouvelles organisations ont été créées, originales dans la mesure où elles rassemblent des pays non frontaliers : l'ALBA et l'Alliance du Pacifique. Ces structures, en particulier l'UNASUR, ont permis de solutionner divers dossiers difficiles sans recours à l'OEA ou à l'ONU, par exemple les difficultés intérieures en Bolivie et en Equateur, et bilatérales entre la Colombie et le Venezuela.

Des stratégies visant à renforcer la **diversité culturelle** ont été mises en place, comme un programme brésilien de bourses; la recherche d'alternatives aux Etats-Unis pour les formations supérieures ; la création d'instruments audiovisuels de diffusion extérieure (ainsi la création de

⁴¹ En 2012 avec l'appui de plusieurs gouvernements, Chili, Cuba, Norvège et Venezuela.

Telesur sur initiative vénézuélienne, et la création d'une chaîne extérieure par le Brésil) ; le développement de coopérations culturelles avec le monde arabe et l'Afrique.

Une ébauche de **stratégie commune en matière de sécurité** s'est mise en place : un Conseil de sécurité de l'UNASUR a été constitué en 2008. Les ministres de la Défense de l'UNASUR se réunissent annuellement depuis 2009. Un centre d'études stratégiques a été constitué en 2009. Les ministres de la Défense ont en 2014 annoncé la création d'une école sud-américaine de défense. Des coopérations intersudaméricaines, y compris dans le domaine militaire ont été mises en place, en particulier entre la Colombie et le Brésil. Le Brésil a d'autre part exploré avec succès la perspective de développement de programmes militaires avec l'Afrique du sud⁴².

Une **stratégie sud-américaine et une concertation sud-sud** ont été mises en place avec succès au sein de l'OMC à partir de 2003. Le G-22 est né à la conférence de l'OMC de Cancún, sur initiative brésilienne. Dans la foulée de cette initiative transcontinentale, tout un réseau relationnel entre sud-américains et autres pays du sud a été inventé : le groupe IBAS (Inde-Afrique du sud-Brésil) et les sommets ASPA et AFA (Amérique du sud-pays arabes et Amérique du sud-Afrique).

Les initiatives militaires occidentales, quels qu'en soient les acteurs, ont fait l'objet de critiques dans la mesure où elles ne s'inscrivaient pas dans un contexte multilatéral géré par les Nations unies : en Irak, en Côte d'Ivoire ; en Libye ; au Mali, et en Syrie. Des propositions ont été faites et des initiatives prises concernant les grandes crises du monde. Le Brésil a pris la direction de la Mission de paix ONU en Haïti (MINUSTAH). Cette mission a reçu le soutien diplomatique, humain et matériel de plusieurs pays sud-américains. La médiation sur le dossier iranien du Brésil avec la Turquie et celle en Syrie du Brésil et de l'Inde⁴³ relèvent de cette intentionnalité. Tout comme la proposition sur la responsabilité à protéger faite par le Brésil et le Canada aux Nations unies⁴⁴.

5.2. De 2010 à 2016 : un nouvel équilibre instable

Une **conjoncture nouvelle** émerge à partir de 2010, qui est la résultante de plusieurs facteurs. La forte réduction de la demande extérieure en produits exportables a affecté les taux de croissance de manière parfois brutale. La baisse de la demande chinoise en particulier, qui avait joué un rôle fondamental auparavant, a provoqué une baisse d'activité et de ressources pour les

⁴² Il s'agit du missile à courte portée Darter, élaboré par les entreprises brésiliennes Avibrás, Mectron, Opto et le sud-africain Denel.

⁴³ En 2010 et en 2011.

⁴⁴ Cf. Jennifer Welsh, Patrick Quinton-Brown, Victor Mc Diamid, *Proposta do Brasil da Responsabilidade ao Proteger*, São Paulo, Política Externa, vol. 21, n°4, avril-juin 2013.

budgets nationaux. La multiplication d'offres et initiatives venues des Etats-Unis, d'Europe, mais aussi de Russie, d'Asie et de Turquie rebat les cartes.

Cette nouvelle conjoncture a pour conséquence diplomatique notable l'adoucissement des politiques de « résistance » à l'égard des Etats-Unis et de l'Union européenne. La création de l'Alliance du Pacifique, organisation libre-échangiste, matérialise ce nouvel état d'esprit. Le Mexique, qui était déjà membre de l'OCDE, est de ce point de vue un pays pionnier. Colombie, Pérou et Costa-Rica sont candidats à l'adhésion, et d'autres pays comme le Brésil participent aux comités de l'OCDE sans être membres. Cuba a donné une suite positive à la normalisation proposée par le président des Etats-Unis. Le pays connaît des difficultés économiques structurelles et craint de perdre les dotations pétrolières du Venezuela. Un compromis collectif a été accordé qui a permis la réintégration de Cuba dans l'espace hémisphérique avec Etats-Unis et Canada, ainsi qu'aux Sommets des Amériques. La Colombie a elle engagé un dialogue avec l'OTAN, sanctionné par la signature d'un accord de coopération en 2013.

Cette conjoncture nouvelle a également contribué à recentrer l'intérêt des gouvernements sur un agenda plus **national**, et moins attentif à l'extérieur. Les urgences économiques intérieures accaparent Argentine, Brésil, Chili et Venezuela. Le retour de contentieux frontaliers bilatéraux mobilise les diplomaties bolivienne, chilienne et péruvienne. Ce regain de tensions bilatérales a réactivé un nationalisme sourcilleux, comme dans le cas des contentieux territoriaux historiques entre le Chili et le Pérou, le Chili et la Bolivie, et la Colombie et le Nicaragua.

La détérioration de la conjoncture économique a eu par ailleurs des conséquences intérieures. On constate une résurgence de **menaces d'origine interne**, comme l'extension de zones grises à forte influence délinquante (triple frontière d'Argentine, Brésil et Paraguay)⁴⁵ ; les trafics divers organisés en réseaux (stupéfiants; personnes ; armes ; véhicules) ; les migrations massives de populations (du Pérou et de la Bolivie vers l'Argentine et le Brésil ; de Haïti vers le Brésil ; d'Equateur vers l'Espagne et les Etats-Unis ; les crispations sur la défense de zones économiques mal contrôlées (Amazonie verte et Amazonie bleue) ; les « accidents » démocratiques en Argentine avec les retombées de l'affaire Nisman, au Brésil et au Venezuela avec l'exaspération des classes moyennes et le retour de l'intolérance politique.

Les ambitions en matière d'équipement (aéronautique au Brésil, par exemple) ont également été revues à la baisse quand elles concernent les armements de projection extérieure. Les gouvernements ont tendance à privilégier les matériels robustes au moindre coût, parfois de deuxième main. Ils recentrent leurs besoins sur les matériels de sécurité intérieure et frontalière, terrestre et maritime.

⁴⁵ Cf. Silvia Montenegro, Verónica Giménez Béliveau, « La triple frontera : Globalización y construcción social del espacio », Madrid, Miño y Dávila, 2006

Cette conjoncture a aussi des conséquences **internationales**. Soucieux d'éviter de retomber dans un tête à tête avec les Etats-Unis et l'Europe, les pays sud-américains accueillent de façon positive toutes les propositions de coopération et d'investissement venues de partenaires en situation périphérique, la Chine, la Corée, l'Inde, la Russie, la Turquie. La chute de la demande chinoise a paradoxalement provoqué un élargissement des périmètres couverts par ces pays « outsiders ». La Chine par exemple a annoncé qu'elle allait financer la construction d'une voie de chemin de fer transaméricaine est-ouest, rompant avec les infrastructures traditionnelles nord-sud (la route panaméricaine), orientant les flux originaires de ces pays vers le Pacifique et non plus vers les Etats-Unis.

5.3. *Des spécificités nationales*

L'Argentine est en 2015 dans une situation d'instabilité maximale. L'instabilité intérieure résulte de difficultés économiques, ses productions agricoles exportables étant victimes d'une chute de la demande extérieure. L'Argentine essaie de compenser son manque à gagner économique en renforçant ses relations avec la Chine. La contestation sociale que provoque l'instabilité économique coïncide avec le calendrier électoral (les élections présidentielles et législatives du 25 octobre 2015). Les forces armées ne sont plus en mesure d'assurer l'entretien de l'existant. Les pressions extérieures renforcent les difficultés. Le procureur en charge du dossier de l'attentat contre une société mutuelle juive argentine, attribué à l'Iran; a été assassiné. Le règlement de la dette extérieure a été contesté devant un tribunal des Etats-Unis. Les contentieux commerciaux avec le Brésil ont provoqué l'absence de la présidente Cristina Kirchner à la prise de fonction de Dilma Rousseff. Le dossier des Malouines a été réactivé devant l'OEA et l'ONU. Toutes choses ayant joué en faveur d'une alternance au sommet de l'Etat, avec la victoire du candidat de droite, Mauricio Macri. Cette alternance a eu une incidence extérieure. L'Argentine a accepté d'honorer sa dette à l'égard de crédateurs spéculatifs pour beaucoup nord-américains. Elle a reçu en mars 2016 Barak Obama.

La **Bolivie** maintient sa politique de défense de la souveraineté sur ses frontières, que le pays met en œuvre depuis 2006. Le but de cette politique est notamment de réduire l'emprise de propriétaires brésiliens sur son sous-sol. L'Etat y a gagné une aisance financière qui lui permet de résister à une conjoncture internationale difficile. La Bolivie essaie d'autre part de densifier ses relations sud-sud (avec les non-alignés, les 77, l'Iran, le Forum de São Paulo), en Amérique latine avec les pays de l'ALBA. Les relations avec les Etats-Unis sont difficiles, la Bolivie refusant toute coopération pour lutter contre le narcotrafic. Le contentieux territorial plus que séculaire

avec le Chili garde sa centralité diplomatique et nationale. La perpétuation de ces orientations pourrait être menacée par le rejet par les électeurs en février 2016 d'une présence indéfinie d'Evo Morales à la tête de l'Etat.

Le **Brésil** pratique depuis 2003 une diplomatie extérieure souveraine, variation contemporaine de la PEI (politique extérieure indépendante). Cette diplomatie riche en initiatives⁴⁶ se refuse à provoquer ou à aggraver, fût-elle verbale. Elle prétend arriver à ses fins par la voie du droit international et des Nations unies. Le Brésil a pris diverses initiatives à l'ONU (sur la responsabilité de protéger avec le Canada⁴⁷) ou avec l'Allemagne sur la protection des données. Le Brésil a critiqué toutes les opérations militaires menées par la seule OTAN, ou sur initiative des Etats-Unis. La crise économique que connaît le Brésil depuis 2011 a réduit les capacités financières de l'Etat et par voie de conséquence ses ambitions diplomatiques et militaires. L'approfondissement des difficultés intérieures en 2015 empêche toute initiative et toute présence extérieures significatives.

Exception sud-américaine, la **Colombie** est devenue en 2014 la troisième économie d'Amérique latine et la deuxième d'Amérique du sud. Pour bonifier ces développements, les autorités ont défini plusieurs axes prioritaires : conclure positivement le dialogue avec la guérilla des FARC ; consolider les relations de voisinage avec Equateur et Venezuela ; participer aux efforts de médiation permettant d'éviter l'aggravation de la crise au Venezuela ; poursuivre l'ouverture tous azimuts sur l'économie-monde (Alliance du Pacifique-OCDE-accords de libre-échange) ; demander en conséquence à l'UE un soutien au processus de paix.

La réalisation de ces objectifs se heurte à l'hostilité d'une partie de la population, des forces politiques traditionnelles et des armées. Le rejet porte sur le refus de toute forme de dialogue et donc de reconnaissance de la guérilla, ainsi que de la relation de coopération avec Cuba, lieu de la négociation. Le gouvernement s'efforce de trouver des missions relais pour les forces armées, centrées sur l'ordre intérieur (armée et police sont gérées de façon conjointe), les missions extérieures (un accord a été signé avec l'Alliance atlantique en 2014). La Colombie a par ailleurs sollicité et obtenu la désignation par l'Allemagne et les Etats-Unis de hauts représentants chargés du suivi du processus de paix, annonces ayant fait l'objet d'un écho médiatique. Le maintien des avantages acquis, salariaux et sociaux a été garanti aux forces armées ainsi qu'une forme d'impunité pour les manquements au droit.

Le pays subit toutefois des difficultés d'ordre international. Un contentieux se joue dans le conflit avec le Nicaragua sur les îles San Andres y Providencia, et les eaux adjacentes. La contestation par la Colombie de la décision de la CIJ affecte l'image internationale du pays, à un moment où il

⁴⁶ Initiative sur l'Iran ; initiative à l'OMC par exemple. Voir *supra*.

⁴⁷ Voir *supra*.

doit ménager la société internationale en raison des soutiens sollicités pour la bonne marche du processus de paix. Un obstacle au règlement du conflit interne est le traitement accordé aux auteurs de crimes relevant de la Cour pénale internationale. L'accord de 1990 avec le M-19 avait esquivé cette question. Depuis l'adhésion de la Colombie à la CPI, cela n'est plus possible. Les pays africains mécontents du travail de la CPI qui cible leur continent, verraient bien la Colombie à son tour au banc des pays mis sur la sellette judiciaire internationale. Cela compromettrait le futur du processus de dialogue et de paix. Sous réserve d'une fin négociée des guerres internes, il restera à la Colombie à régler un problème sécuritaire majeur, celui des *Bacrim*s. Ces bandes criminelles sont associées depuis la disparition des grands cartels au trafic de stupéfiants. Ces bandes font obstacle à la restitution des terres volées aux paysans dans les zones de conflit, qui doivent leur être restituées, selon l'un des points négociés avec les FARC.

Tous ces éléments seraient abordés dans une directive de défense rédigée par le ministère de la Défense, et validée par le Président Santos, que les autorités se refusent à rendre publique⁴⁸.

Le **Chili** vend moins cher et moins bien son cuivre. La nouvelle présidente élue pour apporter une réponse à diverses demandes sociales est en difficulté. Le Chili est toujours sous la pression de contentieux frontaliers mal résolus (avec le Pérou) et non résolus (avec la Bolivie) qui l'isolent en Amérique du sud. Le nouveau gouvernement a réactivé les relations avec le Brésil. Il s'oppose à toute approche privilégiant les sanctions unilatérales à l'égard du gouvernement vénézuélien.

L'Equateur a réussi à préserver sa croissance. Mais l'Etat commence à ressentir les effets du ralentissement international comme de ses voisins. Les priorités sont de plus en plus intérieures. Quito a renoncé à son grand projet de préservation intégrale du parc Yasuni-ITT, situé sur des champs pétroliers prometteurs. Le pays privilégie l'apaisement avec ses voisins, afin de résorber les retombées négatives du conflit colombien (réfugiés, extension transfrontalières des combats). Il négocie un accord d'association avec l'Union européenne. L'Equateur comme la Colombie est d'un nationalisme pointilleux et engagé. Les désaccords avec les Etats-Unis sont fréquents. E. Snowden a trouvé refuge dans l'ambassade d'Equateur à Londres en 2012. Président en exercice de la CELAC, le président Rafael Correa a d'entrée de jeu, le 10 juin 2015 à Bruxelles, signalé aux représentants de l'Union européenne que toute ingérence dans les affaires intérieures du Venezuela ne serait pas acceptée par la partie latino-américaine. Sous la pression d'une conjoncture difficile, l'Equateur a cependant ouvert une négociation commerciale avec l'Union européenne.

Le **Paraguay** peine à trouver une stabilité durable compte tenu des conflits sociaux et politiques qui l'agitent reflet de grandes inégalités et de la relative faiblesse de l'Etat. Paradis fiscal, doté de

⁴⁸ L'existence de ce document et sa non diffusion publique ont été confirmées à un chercheur de l'Iris par le vice-ministre de la défense, le 23 avril 2015.

nombreuses zones franches, le Paraguay a été soupçonné par les Etats-Unis d'être un lieu de recyclage d'argent sale en particulier celui du terrorisme proche-oriental dans la zone des trois frontières. Un mouvement de guérilla entretient des activités de basse intensité dans l'est du pays. Le Paraguay a dans la période récente signalé son identité « collaboratrice » (sur le mode signalé en C3) en bloquant l'adhésion du Venezuela au Mercosur et en contestant la répartition des revenus tirés du barrage binational de Yacireta.

Le **Pérou**, riche en minéraux divers a fait le choix de prioriser son ouverture sur les pays de la zone Pacifique. Il s'est par ailleurs associé à l'ensemble latino-américain partageant ce choix, l'Alliance du Pacifique. Le Brésil qui cherche une sortie vers l'Asie a développé des projets routiers permettant la sortie de son soja et accessoirement de ses productions du sud-ouest vers le Pacifique via le Pérou. Si les relations avec les voisins équatoriens et chiliens se sont améliorées elles restent affectées d'incidents. Le choix minier fait par le Pérou a accru les conflits sociaux avec les populations rurales qui acceptent difficilement d'être expulsées de leurs terres. Ce qui entretient quelque part la perpétuation de foyers de guérilla dans la zone de l'Apurimac, par ailleurs productrice de coca. Le Pérou consacre l'essentiel de ses budgets sécuritaires à la préservation de la paix intérieure et à celle de ses espaces maritimes.

L'Uruguay doute de plus en plus de l'opportunité de maintenir une présence active au sein du Mercosur dont il abrite pourtant le siège. Le nouveau président, Tabare Vazquez, préoccupé par la crise économique du Brésil et l'instabilité argentine, cherche une ouverture tous azimuts, vers l'Alliance du Pacifique, la Chine, la Russie, les Etats-Unis et vers l'Europe. Ses relations avec ses grands voisins, argentin et brésilien sont difficiles. La Chine occupe une place de plus en plus importante qui suscite des interrogations. Révélateur d'incertitudes non tranchées, le président n'a pas assisté au sommet de la CELAC avec l'Union européenne les 10 et 11 juin 2015. Son ambassadeur à Bruxelles qui avait publiquement reconnu la nécessité de négocier collectivement avec les partenaires du Mercosur tout accord commercial et de libre-échange a été rappelé à Montevideo.

Le **Venezuela** est entré en récession. La chute brutale des cours du pétrole met en danger la capacité du gouvernement à maintenir les politiques sociales mises en place depuis 1999 alors que 2015 année d'élections législatives, a donné la victoire à la coalition de l'opposition. Cette baisse l'a contraint à réduire le périmètre de sa diplomatie pétrolière d'influence, via Petrocaribe, à l'égard de Cuba et des pays de l'arc antillais. Le président Nicolas Maduro a tenté sans succès de convaincre l'Arabie et l'OPEP de réduire la production afin de faire remonter les cours du baril. L'UNASUR a tenté d'apaiser les tensions entre autorités et opposition, chacune ayant ses secteurs modérés et radicaux. La cohabitation entre un président « chaviste » et un

parlement « libéral » depuis les législatives de 2015 a paralysé le fonctionnement du gouvernement et de sa diplomatie.

6. Conclusion

Depuis 2010, les pays d'Amérique du sud traversent une **conjoncture difficile** du point de vue économique, qui a **rebattu les cartes**. La conjoncture a réduit leurs ambitions extérieures, diminué leurs capacités d'achat d'équipements militaire, et renforcé l'instabilité sur le plan intérieur. L'Argentine, le Brésil et le Venezuela sont agités de mouvements contestataires qui contraignent les gouvernements à recentrer leurs priorités sur les réalités intérieures. L'élément d'incertitude majeur pour l'avenir du sous-continent est aujourd'hui brésilien. Le pays, considéré comme grand émergent, est confronté à une crise à la fois économique, sociale et politique, qui lui interdit actuellement de jouer le rôle de leader régional auquel il paraissait destiné. A l'inverse la Bolivie, l'Equateur et l'Uruguay se caractérisent par une stabilité manifeste à l'échelle régionale. La Bolivie, la Colombie, l'Equateur et le Pérou ont maintenu leurs taux de croissance. La Colombie enfin, est engagée dans un processus de paix qui devrait lui permettre de bonifier ses atouts économiques.

Pour autant, les pays sud-américains ont construit des **structures collectives** pendant la période de vaches grasses (2000-2010). Celles-ci commencent à fonctionner et leur permettent d'opposer un front commun aux pressions venues des Etats-Unis. Elles devraient aussi leur permettre de mieux collaborer dans la programmation de projets communs civils, en particulier dans le domaine des infrastructures, et militaires.

De plus, **l'absence d'enjeu sécuritaire majeur** sur le sous-continent sud-américain dégage une marge de manœuvre pour les collaborations extérieures, dont l'Europe peut profiter. Encore faut-il pour ce faire que l'Union européenne apparaisse non comme un espace de crise, mais un modèle de créativité et de modernité susceptible d'être une alternative effective à celle des Etats-Unis. Manifestement, les pays latino-américains et caribéens en doutent. 14 chefs d'Etat et de gouvernement ne se sont pas rendus au deuxième sommet Union européenne-CELAC les 10 et 11 juin 2015.

CHAPITRE II. LES PENSÉES STRATÉGIQUES EN AMÉRIQUE CENTRALE

L'Amérique centrale, avec la Caraïbe, est la zone de l'Amérique latine la plus traditionnellement soumise à l'influence américaine. Celle-ci se décline tant du point de vue économique, commercial (par le biais de multiples accords de libre-échange), politique, diplomatique, que militaire. Le Belize, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, Panama et le Mexique présentent donc des enjeux spécifiques et convergents.

1. Une intégration sous influence américaine

La présence des Etats-Unis dans la région est d'abord **militaire**. L'U.S. Southern Command⁴⁹ est présent en Amérique centrale, dans la Caraïbe et en Amérique du Sud. Ce commandement militaire (forces aériennes, navales, terrestres, intelligence, logistique) est composé de 1 200 hommes, militaires et civils, chargés de veiller sur la sécurité nationale américaine en Amérique latine. La force combattante basée à Doral en Floride, qui est également en charge de la sécurité du canal de Panama, s'appuie sur le soutien naval de la IV^e flotte, réactivée en 2008. Elle a pour fonction de renforcer les moyens des Etats-Unis dans sa « guerre contre la drogue » et contribuer à la « sécurité et la stabilité » de la région. En 2015, SOUTHCOM identifie « le crime organisé transnational » comme son « défi partagé » avec les pays de la région⁵⁰. Washington a décidé l'envoi en 2015 de 280 marines des trois armes pour renforcer son dispositif en Amérique centrale, notamment au Honduras. Les bases aériennes de Soto Cano et de Palmerola (70 kilomètres de la capitale Tegucigalpa) constituent le cœur du dispositif. Les soldats devront se déployer dans le « Triangle Nord » (El Salvador, le Guatemala et le Honduras) et au Belize pour « accomplir des tâches de coopération en matière de sécurité adaptées à la nécessité de chaque pays ». Ces effectifs viennent s'ajouter aux 300 militaires et civils américains déjà sur place dans le cadre de l'instruction des personnels militaires honduriens dans la lutte contre le crime organisé. Le nouveau contingent appuiera également les autorités pour faire face à la saison des ouragans (juin-novembre).

Washington est aussi présent par le biais d'un **soutien financier et matériel** massif. L'Initiative Merida constitue une pièce majeure du dispositif américain au Mexique et en Amérique centrale. Cet accord de coopération signé en 2008 entre les Etats-Unis et le Mexique porte sur la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée (instruction et conseil militaires,

⁴⁹ SOUTHCOM.

⁵⁰ « SOUTHCOM's 2015 Posture Statement to Congress » : <http://www.southcom.mil/aboutus/Pages/About-Us.aspx>

entraînement des troupes centraméricaines, matériel, aides, etc.) et comprend un volet d'aide aux autres pays centraméricains. L'Initiative régionale de sécurité pour l'Amérique centrale (CARSI) vise à coordonner les efforts et les initiatives entre les Etats-Unis, les pays d'Amérique centrale et le Système d'intégration centre-américain (SICA)⁵¹ pour lutter contre les menaces sécuritaires (trafics, criminalité, contrebande, etc.).

Les Etats-Unis disposent d'un partenariat historique et privilégié avec le **Mexique**. Ses deux axes majeurs sont le contrôle des frontières terrestres, maritimes et aériennes et la lutte contre le narcotrafic, la criminalité organisée et les migrations irrégulières. On estime à 11 millions le nombre de personnes vivant en situation irrégulière aux Etats-Unis. Une majorité provient d'Amérique centrale, fuyant la pauvreté et les violences issues de la criminalité organisée. En 2014, 257 000 Centraméricains (El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua) ont été interpellés par la *Border Patrol* américaine contre 229 000 Mexicains. Ces chiffres indiquent un renversement de tendance inédit. Désormais les Centraméricains sont plus nombreux que les Mexicains. On considère qu'entre 1994 à 2013, la population moyenne arrêtée quotidiennement par les autorités américaines est passée de près de 7 000 à 35 000 individus sans papiers, dont de nombreux mineurs.

La proximité géographique et la prégnance historique des Etats-Unis dans la région constituent aujourd'hui encore le déterminant principal de l'évolution des préoccupations stratégiques en Amérique centrale. **L'intégration régionale** des pays de la zone s'effectue majoritairement sous influence américaine. Les dispositifs de coordination sous-régionaux qui prennent en charge les questions militaires, de sécurité et la promotion de la paix sont le Système d'intégration centre-américain (SICA), la Conférence des forces armées centre-américaines (CFAC), sans le Mexique, mais avec la République dominicaine et la France comme observateur, et l'Initiative régionale de sécurité pour l'Amérique centrale (CARSI), soutenue par le Département d'Etat américain. Les autres dispositifs de coordination régionaux sont l'OEA, la Junta interamericana de defensa (JID), la Conférence des ministres de la défense des Amériques (CMDA), la Conférence des armées américaines (CEA), le Système de coopération des forces aériennes américaines (SICOFAA), la Conférences navales inter-américaines (CNI), et le Conseil de défense sud-américain (CDS) de l'Union des nations sud-américaines (Unasur).

La CARSI est le principal pilier des programmes d'entraînement, de formation, d'assistance technique (130 millions de dollars en 2013 dont 90 millions issus du programme centraméricain de l'USAID). La CFAC ne fait pas partie du SICA mais les deux structures travaillent ensemble. Les représentants de la CFAC participent aux réunions de la Conférence centraméricaine de sécurité (CENTSEC) qui est chapeautée par le *U.S. Southern Command* (SOUTHCOM).

⁵¹ Membres : Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine.

Pour Washington, il s'agit d'un investissement prioritaire pour augmenter les capacités d'échanges commerciaux à l'intérieur du continent, comme entre ses façades pacifique et atlantique. Le Mexique, les pays d'Amérique centrale et ceux de la Caraïbe font également partie du plan stratégique de la première puissance mondiale. Washington souhaite renforcer son implantation dans l'espace constitué par ces pays, notamment par le biais de ses programmes de lutte contre le crime et les trafics. Dans la Caraïbe (République dominicaine et pays de la Caricom), le gouvernement états-unien promeut ainsi, depuis 2010, le *Caribbean Basin Security Initiative*. Cette initiative chapeaute toutes les politiques d'échanges d'informations et de données, de contrôles aériens et maritimes, d'interventions et d'interceptions coordonnées avec les forces des pays de la région, de formation militaire et policière, etc. menées au titre de la « guerre aux drogues » et aux autres formes de criminalité. Ce type d'accord permet aux forces militaires états-uniennes, et notamment celles du SOUTHCOM et de la IVe flotte de l'*US Navy*, de conserver une présence significative dans la région. La CFAC est impliquée auprès du Centre de coordination pour la prévention des désastres naturels en Amérique latine (CEPRENAC), de la Commission centre-américaine du transport maritime (COCATRAM), des Forces alliées humanitaires (FA-HUM).

2. Des menaces conventionnelles limitées

Aujourd'hui, les pays d'Amérique centrale sont peu impactés par les conflits internationaux. Ces derniers ne déterminent pas leurs politiques de défense et de sécurité et ont une faible influence sur les politiques locales et régionales. En revanche, des conflits interétatiques, de basse intensité pour la plupart, sont récurrents dans la région. Le Guatemala revendique près de la moitié du territoire du Belize depuis 150 ans. En 2008, les deux pays ont décidé de soumettre la résolution de ce conflit à la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye et accepté, le 25 mai 2015, la tenue d'un référendum simultané conjoint pour consulter les populations sur la levée de cette revendication.

Le Costa Rica et le Nicaragua sont en conflit au sujet de l'embouchure du Rio San Juan. Le Nicaragua considère qu'il lui appartient depuis le Traité d'Alexandre (1858). Le Costa Rica a déposé une plainte devant la CIJ en 2010 car il considère que le Nicaragua empiète sur son territoire (Isla Portillos, Isla Calero qui jouxtent le Rio San Juan). Ce conflit a une influence sur le tracé du futur canal interocéanique prévu par le Nicaragua (financé par un consortium d'entreprises chinoises) et dont le début des travaux est prévu en 2015. Le Honduras et le Nicaragua sont en conflit autour de la frontière maritime entre le 15^e et le 17^e parallèle (CIJ depuis 2011). El Salvador et le Honduras sont en conflit sur la souveraineté de la Isla Conejo (CIJ

depuis 1992). Le Nicaragua et la Colombie sont en conflit sur la frontière maritime entre les deux pays (San Andrés, Providencia, Santa Catalina). Le différend est traité par la CIJ depuis 2001. En 2014, cette dernière a rendu sa décision, acceptée par Managua mais refusée par Bogotá.

Le langage des **doctrines de défense** des pays d'Amérique centrale traduisent ces préoccupations traditionnelles (Loi cadre du système national de sécurité, n° 18-2008, 15/04/2008, art. 20, au Guatemala, Programme pour la sécurité nationale, 2014-2018 au Mexique, Loi de défense nationale, n°748, 22/12/2010, art. 3 au Nicaragua, Constitution de la République, au Panama, Loi de défense nationale, n°948, 03/10/2002, art. 4, au Salvador). Les forces militaires de la région ont une vocation d'abord défensive. Elles poursuivent des objectifs de neutralisation et de protection contre les menaces extérieures. La ligne rouge partagée des pays de la zone est la violation de la souveraineté, de l'intégrité et de l'indépendance nationales. Le Costa Rica est lui un pays sans forces armées, qui confie sa sécurité aux mécanismes internationaux contenus dans la Charte des Nations unies, de l'OEA et dans le Traité interaméricain d'assistance réciproque (décret exécutif 15.832 du 14/11/1984).

3. Des missions traditionnelles aux « nouvelles menaces »

Davantage que vers les menaces conventionnelles, la pensée stratégique en Amérique centrale s'organise aujourd'hui autour de la gestion de problématiques spécifiques, auxquelles les différents pays de la région sont confrontés : criminalité organisée, narcotrafic, et périls environnementaux. Les missions traditionnelles des forces armées centraméricaines ont subi une mutation en parallèle. Ces « nouvelles menaces » intérieures (aux plans national et régional) constituent désormais le cadre d'intervention privilégié des acteurs militaires et de sécurité. Elles exigent des adaptations et des synergies inédites entre forces armées, de police et de renseignement.

Au début des années 2000, les pays de la zone ont initié une **révision de leurs schémas stratégiques** en matière de défense et de sécurité publique. Cette évolution est le fruit de la prise en compte, par les autorités militaires et politiques, des changements géopolitiques intervenus dans la région. Sur le plan régional, le cycle des **guerres civiles et des conflits interétatiques** qui a marqué la région dans les années 1980 et au début des années 1990 s'est terminé en 1995. Sur le plan mondial, le cycle de la « guerre contre le terrorisme » s'est ouvert au début des années 2000, et de nouveaux types de conflits asymétriques et de nouvelles menaces ont émergé (Irak, Afghanistan, climat, crises humanitaires, trafics globaux dont l'Amérique latine est devenue l'un des principaux terrains).

Les armées de la région participent toujours à des opérations « traditionnelles » dans le cadre des missions de maintien de la paix des Nations unies auxquelles elles contribuent⁵². Cependant elles sont investies de **nouvelles missions** et privilégient de nouveaux champs d'intervention. Tout d'abord, la lutte contre le terrorisme, le crime international organisé, le narcotrafic, la corruption, le blanchiment d'argent, le trafic d'armes, les attaques cybernétiques et la traite humaine sont devenus des priorités. Il est de même de la protection de l'environnement et des ressources naturelles, à l'heure du changement climatique, des enjeux énergétiques, et de l'accompagnement des crises humanitaires comme en Haïti. Enfin, les opérations civiles ont pris une dimension plus importante, notamment du point de vue de l'accompagnement des politiques publiques des Etats dans les secteurs de la sécurité publique, de la santé, de l'éducation, du développement économique et des infrastructures.

La question de la **sécurité publique** a en effet pris le pas sur les questions de défense dans le sous-continent. L'Institut brésilien Igarapé, s'appuyant sur les statistiques des Nations unies et des Etats, montre ainsi que seize des vingt pays les plus dangereux du monde sont latino-américains. Le tiers des homicides mondiaux (450 000/an) est ainsi concentré en Amérique latine. Le Honduras arrive en tête (85,52 homicides/100 000 habitants). Belize est quatrième (44,74), El Salvador est sixième (35,71), le Guatemala est huitième (34,74). Le taux du Mexique atteint 22,2/100 000. Bien qu'élevé, ce taux est significativement moins important au Panama (17,6/100 000), au Nicaragua (11/100 000) et au Costa Rica (8,8 /100 000)⁵³.

Le cadre de référence pour le traitement de ces enjeux est la *Déclaration sur la sécurité des Amériques de l'Organisation des Etats américains*, adoptée les 27 et 28 octobre 2003 à Mexico⁵⁴. Ce texte fondateur, qui a connu des actualisations jusqu'en 2012, reprend l'ensemble de ces nouvelles missions. Il corrobore et appuie les recommandations de la *Drug Enforcement Administration (DEA)* et du Département d'Etat des Etats-Unis en matière de vision sur la lutte contre la criminalité organisée.

Le schéma de sécurité centraméricain contemporain est résumé dans la *Stratégie de sécurité centraméricaine* développée par le SICA en 2011 : « cette stratégie est l'outil de référence, qui dans une perspective intégrale, guidera les actions de sécurité coordonnées adoptées par les pays de la région dans le respect de leurs cadres légaux existants ». Il s'agit d'abord de renforcer les échanges d'informations et d'expérience entre Etats, polices, forces armées, services de renseignement et d'intelligence, agences, et douanes. La coopération s'étend aux lois contre le

⁵² A l'exception notable du Mexique, la plupart des pays centre-américains participent à ces missions en Haïti (El Salvador, Guatemala, Honduras), au Liban (El Salvador, Guatemala), au Sahara occidental (El Salvador, Honduras), au Libéria (El Salvador), en Côte d'Ivoire (El Salvador, Guatemala), en République démocratique du Congo (Guatemala), au Sud-Soudan (El Salvador, Guatemala), à Abiyé/Soudan (El Salvador).

⁵³ Site du Homicide Monitor de l'Institut Igarapé : <http://homicide.igarape.org.br/>

⁵⁴ Voir <http://www.oas.org/csh/CES/default.asp>

crime organisé (élaboration commune et harmonisation des lois contre les trafics illégaux de drogues, d'humains, et d'armes), les criminels (gangs, homicides, féminicides), le vol, le kidnapping, les crimes informatiques, la corruption, le terrorisme et la protection des populations (coopération pour l'aide aux victimes et simplification des dispositifs d'extradition).

Il s'agit ensuite de développer des dispositifs de prévention en matière de violences contre les jeunes, de violences de genre, de violences armées, de trafics humains, de consommation de drogues, de risques naturels (notamment pour le changement climatique). Le texte mentionne le renforcement des programmes de réinsertion pénitentiaire (modernisation des établissements, élaboration et mise en œuvre de programmes de réinsertion communs). Enfin, le développement de la coordination institutionnelle nécessaire à la mise en œuvre de la stratégie est également mentionné : gestion financière, adoption commune des meilleures pratiques douanières, développement de la régionalisation des accords bilatéraux d'assistance mutuelle en matière d'extradition, mise en place d'un Observatoire de la sécurité démocratique du SICA (OBSICA), d'un Forum des institutions judiciaires des pays de la zone, renforcement de l'Institut central des politiques d'études avancées (ICESPO) en charge des programmes de formation des policiers, et retour d'expérience.

4. Une pensée stratégique peu développée

Diverses institutions jouent un rôle dans le débat stratégique en Amérique centrale, mais il n'existe pas de personnalités dont le poids soit surdéterminant. Le débat stratégique s'est largement orienté vers la question des nouvelles menaces auxquelles les différents pays de la région sont confrontés : criminalité organisée, narcotrafic, et périls environnementaux. Par ailleurs, les **Etats-Unis** conservent un rôle déterminant dans l'élaboration des principaux courants de pensée stratégiques dans la région, sauf au Nicaragua où le président Daniel Ortega joue un rôle prépondérant. Département d'Etat, DEA, Conseil de sécurité nationale sont les principaux acteurs. Parmi les institutions de la zone, on peut citer la Unidad Normativa de Adquisiciones y Contrataciones de la Administración Pública (El Salvador), Instituciones Públicas de Investigación y Desarrollo (Guatemala), Unidad de Adquisiciones del Ministerio de la Defensa (Nicaragua). Au Mexique, M. Monte Alejandro Rubido joue un rôle clé dans l'élaboration de la pensée stratégique et de sa mise en œuvre. Il dirige la Commission de sécurité nationale et a été l'un des fondateurs du Centro de Investigación y Seguridad Nacional (Cisen). Il fut également secrétaire exécutif du Sistema nacional de seguridad publica (SNSP), institution directement liée au pouvoir exécutif, pendant

tout le mandat de Felipe Calderon (2006-2012). C'est sous son mandat que la guerre au narcotrafic a débuté et s'est intensifiée.

5. Des forces armées en adaptation

Les outils militaires centre-américain s'adaptent progressivement à ces nouvelles menaces et ces nouvelles missions. Le Mexique et les pays centraméricains, notamment ceux du « Triangle Nord » dont les moyens militaires restent modestes, constituent la zone d'Amérique latine où les **dépenses militaires** ont le plus augmenté ces dernières années. En 2014, ces dépenses ont augmenté de 9,4% au total. Depuis 2010, les dépenses militaires ont augmenté de près de 30% dans la sous-région. Au Mexique et au Honduras, stimulées par l'achat de matériel aérien, elles ont augmenté respectivement de 10,1% et de 20,8% en 2014 lorsqu'elles ont baissé de 10% au Nicaragua, de 3,9 % à El Salvador, de 2,5 % au Guatemala, de 0,9% au Costa Rica, de 4,3% au Panama⁵⁵.

Les **investissements** en matière de sécurité intérieure portent prioritairement sur les systèmes de surveillance du crime organisé et des trafics (moyens aériens et naval, coordination air/mer/sol), les actions de destruction des cultures de production, des chaînes de stockage et d'acheminement, le démantèlement des réseaux et la protection des populations. Dans cette perspective, les forces armées appuient désormais les opérations de sécurité intérieure et sont dotées de fonctions de police (drogue, cartels, *maras*). Seul le Nicaragua conserve une stricte dichotomie des missions entre police (sécurité intérieure) et armée (défense du territoire, protection des frontières, sécurisation des ressources naturelles).

Les investissements ont d'abord porté sur la mise en place de nouvelles forces de sécurité et d'intervention pour faire face au crime organisé. Ainsi, le Honduras a créé la Police militaire de l'ordre public (PMOP : Policía Militar de Orden Público), une unité spéciale de 2 000 membres formés pour intervenir dans les zones de forte activité du crime organisé. Le pays a également mis en place l'unité Troupe d'intelligence et groupes de réponse spéciale de sécurité (TIGRES : Tropa de Inteligencia y Grupos de Respuesta Especial de Seguridad⁵⁶) qui agit sous l'autorité du ministère de la Sécurité. Le Guatemala a mis en place onze nouvelles unités militaro-policières depuis 2012 dont l'objectif est la lutte contre le crime organisé en ville et dans les zones rurales. Elles ont également pour mission de surveiller les frontières avec le Mexique et le Honduras. Le

⁵⁵ *Atlas Comparativo de la Defensa 2014*, Red de Seguridad y Defensa de América Latina -RESDAL -, 2014 : <http://www.resdal.org/atlas-2014.html>.

⁵⁶ Les activités de cette unité sont suspendues. La justice accuse neuf membres des Tigres de corruption portant sur un montant de 1,3 millions de dollars. Les faits datent du 5 octobre 2014.

Costa Rica a pour sa part reçu une donation de 50 millions de dollars de la Chine pour le financement de sa nouvelle Ecole nationale de Police.

Pour sa part, le Mexique a financé la mise en place d'une Gendarmerie nationale composée de 5 000 recrues. Elle est opérationnelle depuis août 2014 et a pour mission la sécurisation des activités économiques dans les zones touchées par la criminalité organisée.

Tous ces pays ont parallèlement investi dans la modernisation de leurs **équipements** : moyens aériens de surveillance (hélicoptères et avions), moyens naval de surveillance côtière (bateaux, patrouilles), systèmes d'information et de surveillance côtière (radars), et bases militaires pour lutter contre le narcotrafic et le crime organisé. La Force aérienne mexicaine (FAM) a annoncé l'achat de quinze hélicoptères Bell 407GX dans le but de les utiliser pour éradiquer les plantations de drogues. Le ministère de la Défense (Sedena) a pour sa part annoncé, dans le cadre la modernisation de la flotte aérienne (175 nouveaux avions à acquérir d'ici 2018), l'acquisition de 42 avions T-6C+ (Texan II), de trois King Air 350, d'un simulateur de vol, de 25 Grob 120TP de fabrication allemande, de deux King Air 350 ER (amélioration de la coordination et de la communication air-sol), de deux transports de troupes C-295, d'un Bombardier Challenger 605, de sept hélicoptères Agusta AW 109SP (transport). Par ailleurs, la Sedena étudie la possibilité de confier à la firme espagnole Sener la modernisation d'une flotte de 17 hélicoptères jusqu'en 2018 (rénovation des structures, des systèmes de navigation et du câblage).

En 2014, El Salvador a acquis dix Cessna A-37B Dragonfly fighter appartenant auparavant au Chili. Le Guatemala a acquis six EMB-314 Super Tucano et créé, avec l'aide des Etats-Unis, une force d'intervention aérienne contre le narcotrafic équipée de six hélicoptères Bell UH-1H. Il a également annoncé l'achat de deux patrouilleurs naval qui seront financés par un prêt consenti auprès du Banco Santander de Espana. Le pays a également confié à la firme espagnole Indra l'installation de quatre antennes radars pour lutter contre le narcotrafic. Le Honduras va acquérir pour sa part deux Embraer EMB-314 Super Tucano et a acheté deux radars au gouvernement israélien. Le pays a également mis en service son patrouilleur naval Damen Stan Patrol 4207. Le Guatemala et El Salvador ont également signé des contrats d'achat d'armement pour leurs forces de sécurité (pistolets, fusils, mitraillettes) avec les firmes Pietro Beretta, Israel Weapons Industries, Taurus⁵⁷.

Certaines acquisitions du Mexique et des pays du « Triangle Nord » ont été possibles grâce au concours des **Etats-Unis** dans le cadre de la coopération prévue par l'Initiative Merida. Depuis 2008, le Congrès américain a engagé 2,3 milliards de dollars pour soutenir les programmes de l'Initiative Merida avec le Mexique et les pays centraméricains (entraînement et instruction de

⁵⁷ Données tirées du site spécialisé Infodefensa : <http://www.infodefensa.com/es/>

troupes, modernisation des matériels, etc.). En 2013 et 2014, Washington a donné des véhicules et des transports militaires au Guatemala pour renforcer les opérations de surveillance aux frontières avec le Mexique et le Honduras. Les pays centre-américains également compter sur d'importantes **donations** militaires des Etats-Unis, de la Russie et de Taïwan. En 2014, le Honduras et le Nicaragua en ont été les principaux bénéficiaires. Le premier a reçu de Taïwan quatre hélicoptères Bell UH-1H et un avion présidentiel Embraer Legacy 600 pour un montant de 26 millions de dollars. Le second a reçu de la Russie quatre hélicoptères MI-17 et des missiles anti-aériens. Le Nicaragua jouit d'une relation spéciale avec la Russie. Dans la dernière période, il bénéficie du fait d'avoir reconnu l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud et soutenu Moscou en Crimée. Pour sa part, le Costa Rica a reçu des Etats-Unis un simulateur de vol Piper Seneca III.

6. Le Mexique, entre défense et sécurité publique

Le Mexique (121 millions d'habitants, territoire de 1, 964 380 km²) dispose du plus important potentiel militaire de la région. Avec un effectif de 265 000 hommes et un budget de 7,4 milliards de dollars (2014), l'armée du Mexique est le premier client de l'industrie militaire américaine en Amérique latine. La défense (qui inclue les forces aériennes et l'armée de terre) en tant que telle dispose d'un budget de 5,4 milliards de dollars (en augmentation de près de 500 millions de dollars cette année), auxquels s'ajoute le budget de la marine (2 milliards de dollars). Pour sa part, le budget de la sécurité publique a augmenté de 10% en 2015 pour atteindre 7 milliards de dollars. La priorité constituée par la sécurité publique guide les évolutions de la politique de défense et du ministère lui-même. La Sedena a ainsi impulsé la création de nouvelles brigades spécialisées dans les opérations de sécurité intérieure et la réorganisation des commandements en fonction de ces objectifs.

La guerre contre le narcotrafic démarrée en 2006 mobilise 60 000 soldats des trois armées (dont 16 000 dans des opérations de sécurité publique). Elle a causé, selon les chiffres officiels, 70 000 morts et 23 000 disparus depuis 2006. Les autorités mexicaines considèrent qu'elles sont confrontées à de véritables « armées irrégulières » (cartels, gangs) dans tout le pays. Dans ce contexte, la modernisation et le renforcement permanents de l'armée sont une priorité absolue du gouvernement, en dépit du contexte d'austérité budgétaire générale.

Le Mexique est le second pays d'Amérique latine (avec le Brésil) à disposer, depuis 2008, d'un partenariat stratégique avec l'Union européenne (UE). L'UE est le 3e partenaire commercial du Mexique et le Mexique est le 20e partenaire commercial de l'UE. Changement climatique, développement durable, paix et sécurité internationales, démocratie et les droits de l'homme,

gouvernance économique mondiale constituent les axes de ce partenariat. Les deux parties ont réaffirmé leur volonté réciproque d'actualiser et d'approfondir ce partenariat. Lors de leur dernière rencontre (21 avril 2015) préparatoire à la rencontre bilatérale Mexique/UE qui se tiendra pendant le Sommet UE/Celac de Bruxelles (10-11 juin 2015), la haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, et le ministre des Affaires étrangères mexicain, José Antonio Meade Kuribreña, ont confirmé plusieurs décisions. Les forces armées mexicaines impliquées dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies (Sahara occidental et Haïti) recevront un entraînement par les armées des pays membres de l'UE. Les deux parties ont également convenu d'approfondir la préparation commune de la session consacrée aux drogues lors de la prochaine Assemblée générale de l'ONU (UNGASS 2016).

Invité d'honneur des cérémonies du 14 juillet 2015 en France, et tandis que les échanges commerciaux entre la France et le Mexique atteignent 4,2 milliards d'euros en 2014, le Mexique pourrait acheter à Airbus Helicopters 50 H225M (dont le montage sera assuré au Mexique) pour un montant de à 2 milliards d'euros environ. Des pourparlers sont en cours pour du matériel naval (frégates multi-missions – FREMM - et/ou à corvettes Gowind)⁵⁸.

7. Conclusion

L'Amérique centrale est une sous-région aux problématiques et actions **convergentes** en matière militaire et de sécurité publique. Tous les pays de la zone sont confrontés à des défis similaires – aux conséquences sociales aigües – qu'ils traitent au niveau national et régional : narcotrafic, criminalité organisée (essentiellement issue de l'économie des drogues), violences, défaillances des institutions étatiques, risques environnementaux et énergétiques.

Le développement de ces phénomènes depuis une quinzaine d'années surdétermine l'évolution des politiques des Etats centraméricains en matière militaire, de sécurité et extérieure. Ils ont engagé une profonde **redéfinition** des missions et des moyens de leurs outils militaires et de sécurité. En matière de politique étrangère, ces pays sont peu impactés par les conflits internationaux et contribuent modestement à leur résolution au-delà de leur participation à divers contingents mobilisés dans le cadre des missions de maintien de la paix des Nations unies.

⁵⁸ Infodefensa, *Ibid.*

L'ensemble de ces enjeux ancre ces pays dans une relation étroite avec les Etats-Unis. Washington pèse directement et durablement sur la définition des politiques publiques des Etats de la région. Pourtant, de nouveaux acteurs émergent progressivement à la faveur des mutations géopolitiques et géoéconomiques mondiales (Chine, Russie).

Face à ces évolutions, **l'Union européenne (UE) et ses pays membres ne sont pas au centre des radars centraméricains**. La France dispose d'atouts historiques et culturels pour déployer une nouvelle politique de coopération avec les pays centraméricains, mais devra mener une réflexion sur la nature de son offre. Son rapprochement diplomatique avec les Etats-Unis et son retour au sein du commandement intégré de l'OTAN constitue-t-il en la matière un avantage ou un motif de banalisation ? Que peut apporter – aussi bien sur le plan matériel que diplomatique – la France qui ne soit déjà pris en charge par les Etats-Unis ?

CHAPITRE III. QUELLE PLACE POUR LA FRANCE ET POUR L'EUROPE ?

Du voyage du général de Gaulle en 1964 aux initiatives de François Mitterrand en 1981-1983 ; de la formation des militaires d'Amérique du sud à celle des élites culturelles du Venezuela par l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) au siècle dernier, les relations entre la France et l'Amérique latine ont été marquées par des moments forts, souvent restés sans lendemain, et parfois des **incompréhensions structurelles**. Elles ont été caractérisées ces dernières années par des positionnements latino-américains critiques à l'égard de la reprise des essais nucléaires français, des engagements militaires de la France en Afrique noire, en Libye et en Syrie, de l'approche française de la crise iranienne, ou encore de la centralité donnée par la France à la situation en Colombie et au Mexique de nationaux ou binationaux français.

Reste que la majorité des pays d'Amérique latine sont davantage préoccupés par les questions **économiques et de développement** que par les questions stratégiques et de sécurité. Même le Brésil, le Mexique et l'Argentine, pays les mieux pourvus en la matière dans la région, sont dans ce cas. Les **échanges commerciaux** entre l'Europe et l'Amérique Latine se sont développés, avec une multiplication des accords de libre-échange entre l'Union Européenne et 11 des 20 pays latino-américains. L'Europe est la région qui investit le plus en Amérique Latine (40% de l'investissement direct étranger (IDE) en 2011 sur le continent). Les IDE français en Amérique Latine se sont multipliés. Entre 1999 et 2005, la France représentait 9% des investissements Européens en Amérique Latine. Entre 2006 et 2010, ces chiffres ont augmentés jusqu'à 16%. Cependant, l'Union Européenne n'arrive toujours pas à finaliser un accord avec le Mercosur en raison des subventions et des barrières commerciales utilisées pour protéger les agriculteurs européens de la concurrence internationale.

Si l'Union européenne et ses pays membres ne sont pas au centre des radars latino-américains, il existe une vue d'ensemble **plutôt positive** sur la France et l'Europe. Depuis la signature du traité de Maastricht, l'Union Européenne est vue comme un exemple à suivre, et même un modèle pour le Mercosur, que la crise de l'euro depuis 2009 a contribué à remettre en cause. Depuis les années 60, la France est associée à une image coloniale dans certaines sociétés d'Amérique du Sud. Avec la fin de la guerre froide, les relations commerciales et stratégiques se sont développées. Avions, chars, et sous-marins ont été achetés à la France et l'Allemagne. Cependant des différences se font jour, des essais nucléaires dans l'*Atolón de Mururoa* à la réintégration française dans le commandement militaire de l'OTAN en 2009.

1. Perceptions latino-américaines de la France et de l'Europe

1.1. *L'Amérique centrale et le Mexique*

Les pays d'Amérique centrale concentrent leur insertion internationale et leur réflexion stratégique sur la protection de leur **souveraineté** nationale, étant donné que certains États ont eu beaucoup de difficultés par le passé à assurer leur propre survie. La lutte contre les trafics de drogue et l'établissement d'alliances internationales sont les outils les plus utilisés pour atteindre cet objectif. Ces pays ont tendance à ouvrir leurs frontières aux investissements internationaux qui favorisent le développement national.

L'Europe et la France sont considérées comme des **sources d'investissement**, et comme un possible **médiateur** des conflits liés à la drogue. L'Europe a joué un rôle non négligeable dans la médiation des processus de paix et le rétablissement de la démocratie en Amérique centrale, en particulier après que les régimes militaires se sont effondrés dans cette région. La France et l'Europe sont considérées, par conséquent, comme des partenaires positifs.

Reste que l'influence américaine dans la région est une variable essentielle pour comprendre les priorités stratégiques de chaque pays. L'ALENA conditionne chaque décision étrangère mexicaine, et le Conseil interaméricain de défense influe sur la réflexion stratégique de l'Amérique centrale.

Le **Mexique** est le leader régional en Amérique centrale, mais ses liens étroits avec les États-Unis minimisent les influences européennes dans le pays, limitent fortement la capacité de réflexion stratégique du Mexique et rendent difficile l'établissement de priorités qui leur sont propres. Le site internet du Secrétariat Mexicain de la Défense Nationale, par exemple, n'informe pas le public de ses futurs enjeux stratégiques mais ne cite que les cinq « missions » générales de l'armée Mexicaine : défendre l'intégrité, l'indépendance et la souveraineté de la Nation ; assurer la sécurité intérieure ; soutenir la population civile en cas d'extrême nécessité ; accomplir des actions civiques et des œuvres sociales qui contribuent au progrès du pays ; dans le cas d'une catastrophe, assurer le maintien de l'ordre, protéger les personnes et leurs biens, et reconstruire les zones touchées.

En ce qui concerne les investissements, le Mexique est parmi les 10 plus grands partenaires commerciaux de l'Europe et a reçu plus de 140 milliards de dollars en 2014, ce qui représente 40% de l'IED mexicain. D'autre part, le ministre de l'Économie du Mexique a récemment encouragé un rapprochement avec la France. Selon Muriel Pénicaud, la directrice générale de

l'Agence française pour le développement international des entreprises⁵⁹ cette proposition résultera en l'implantation de plus de cent PME françaises au Mexique, dans les domaines de l'automobile, de l'aéronautique, de l'énergie et de la santé. Stratégiquement, la région est importante car située entre les deux océans les plus importants du système international.

1.2. *Les Andes*

Les pays andins ont basé leurs économies sur l'exploitation de **ressources naturelles** (le pétrole au Venezuela, le cuivre au Chili et les hydrocarbures en Colombie). Ils ont donc mis l'accent sur la coopération avec les pays qui peuvent financer ces secteurs, et en particulier les secteurs de la défense, l'Amérique Latine ayant connu une très forte augmentation de ses dépenses de défense dans la dernière décennie.

La **France** n'est pas considérée comme un allié important pour les questions de défense et de sécurité. La plupart de ces pays considèrent la France comme un ami lointain, mais qui n'a pas montré l'intention ou la même capacité financière que la Chine à devenir un partenaire plus significatif.

La **Chine** et la **Russie**, en établissant des accords bilatéraux, sont devenues des partenaires importants. Le premier en fournissant des ressources pour les infrastructures et en finançant l'exploitation des ressources naturelles qui assurent les économies de ces pays. La Russie a échangé des armes avec les pays ayant des proximités idéologiques, comme le Venezuela. La défense est le secteur dans lequel l'inclination idéologique est plus visible et depuis 2001, lorsque la Russie et le Venezuela ont signé un accord de coopération technique et militaire, les deux pays ont investi dans la construction d'un partenariat entre les deux industries d'armement. Aujourd'hui, le Venezuela est le plus grand importateur d'armes russes en Amérique latine et en 2013 des contrats allant jusqu'à 11 milliards de dollars ont été signés. Dans le cadre de ces accords, les 24 avions de combat Sukhoi SU-30MK2, 53 hélicoptères Mi-35M2 et Mi-17V, 12 systèmes anti-aériens ZU-23-2, 1.800 systèmes anti-aériens portatifs SA-24, et 100.000 AK-103, sont les produits russes les plus importants qui ont été commercialisés avec le Venezuela.

De façon similaire, la Russie a signé un accord militaire avec le Pérou en 2013 et un centre de maintenance d'hélicoptère est à présent en construction. Hugo Chavez a également invité la Russie à construire des bases militaires au Venezuela: « la Russie a suffisamment de potentiel

⁵⁹ L'influence américaine dans la région est une variable essentielle pour comprendre les priorités stratégiques de ces pays. L'ALENA conditionne chaque décision étrangère mexicaine, et le Conseil interaméricain de défense influe sur la réflexion stratégique de l'Amérique centrale.

pour assurer sa présence dans différentes parties du monde. Si les forces armées russes veulent être au Venezuela, elles recevront un accueil chaleureux ».

La Russie n'est pas la seule source à partir de laquelle les pays andins peuvent acquérir des armes, mais dans cet ensemble géographique, les tendances idéologiques semblent déterminantes dans le choix d'alliés militaires. La présence de la Russie sur le continent Latino-Américain est importante pour contrebalancer l'influence de l'OTAN dans la région. En se concentrant leur attention dans le Pacifique et en critiquant les politiques occidentales, ces pays ont tourné le dos aux Etats-Unis, à l'Europe mais aussi à l'Amazonie et au reste de l'Amérique du Sud.

1.3. *Le Cône Sud*

Dans le **Cône Sud**, l'Europe et la France sont considérés comme des amis, mais lointains. Le Cône Sud comprend le Brésil, l'Uruguay, le Chili, l'Argentine et le Paraguay. Il s'agit de la plus riche des trois sous-régions analysées. Elle est également la plus éloignée du continent Nord-Américain et de son influence, même si cette dernière ne peut être ignorée dans la région. Le Cône Sud est un territoire où la **démocratie** est plus stable que dans d'autres zones du continent (même si la destitution de l'ancien président Fernando Lugo au Paraguay a été critiquée pour son manque de transparence) et où l'effort d'intégration est le plus marquant. L'immigration européenne a joué un rôle très important dans la formation de certaines sociétés civiles, en particulier en Argentine et dans les régions du Sud et du Sud-Est du Brésil. Le Cône Sud est ainsi devenue la sous-région la plus attractive pour les investissements européens et français.

Stratégiquement parlant, l'influence européenne a augmenté après la fin de la guerre froide, et avec la fin de plusieurs régimes militaires dans la région. Après la crise de 2008, cette influence a été de nouveau réduite au minimum, ce qui est lié à deux raisons : d'abord, la France et l'Europe s'éloignait des intérêts stratégiques de ces régions; d'autre part, la Russie et la Chine ont augmenté leurs investissements en Amérique du Sud.

Les négociations entre le Mercosur et l'Union Européenne peinent à avancer. En août dernier, José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, en visite au Brésil a déclaré : « L'Union européenne et le Mercosur sont fiancés depuis 15 ans. Ne serait-ce pas le bon moment pour officialiser cette relation ? ». Il a ajouté que l'Union européenne devançait n'importe quel autre pays ou organisation régionale en matière de négociation avec le Mercosur et que « des études indépendantes montrent qu'un accord avec l'Union européenne représenterait une augmentation de 40% dans les exportations des pays du Mercosur vers l'Europe. » A cette occasion, Barroso a également invité le Brésil à négocier directement avec l'Union européenne,

sans passer par le Mercosur, dans l'espoir de faire avancer les négociations plus rapidement. Cette proposition a vivement été critiquée par l'Argentine, car vue comme une menace pour le Mercosur, et servant les seuls intérêts du Brésil au dépend du reste de la région.

Il y existe une approche paradoxale envers la France et l'Europe. **Culturellement parlant**, elles sont considérées comme des **exemples** à suivre. L'Europe et la France ont reçu plusieurs personnalités politiques et culturelles de ces pays sous le régime militaire. Ce faisant, ils sont devenus des références pour ceux qui ont résisté aux dictatures locales.

En revanche, la **doctrine contre-insurrectionnelle française** durant les années 1960 et 1970 n'a pas été bien perçue par ces mêmes acteurs. Le livre classique du colonel français Roger Trinquier sur la guerre de contre-insurrection (*La Guerre Moderne*) a été utilisé comme un manuel par les forces armées sud-américaines pour réprimer l'opposition intérieure. Les forces armées sud-américaines ont importé les doctrines, les techniques et les méthodes françaises. Elles ont permis certaines violations systématiques des droits de l'homme en Amérique du Sud. En effet, des techniques de tortures ont été enseignées à des officiers Brésiliens, Chiliens, Argentins et Vénézuéliens lors de périodes d'entraînements dirigées par des officiers Français en mission au Centre d'Instruction de la Guerre dans la Jungle (CIGS) à Manaus. A cette occasion, la France a terni son image au Brésil. Par ailleurs, le passé colonial français est un mauvais souvenir, en particulier au Brésil et en Argentine. L'Indochine et en Algérie sont des exemples cités jusqu'à nos jours.

Le **Brésil** est géopolitiquement très important pour l'Europe. Il est considéré par l'Union Européenne et particulièrement par la France comme une **porte ouverte** au reste de l'Amérique Latine. C'est le pays le plus apte à assimiler les techniques et procédés de haute technologie européens et de produire conjointement des technologies stratégiques avec les pays européens à l'intérieur de l'Amérique Latine. Le partenariat stratégique entre le Brésil et la France doit permettre le développement de l'influence internationale du Brésil.

Le **Chili** quant à lui présente une situation spécifique. Il maintient son autonomie vis-à-vis du Mercosur, notamment en raison de ses liens avec l'économie des États-Unis et d'autres alliés pacifiques. C'est également le seul pays dans la Cône Sud qui possède un accord de libre-échange avec l'Union Européenne. Il existe des tensions et des asymétries entre les partenaires du Mercosur. L'Alliance Pacifique intègre des pays de sous-régions distinctes, comme le Chili, le Pérou, la Colombie et le Mexique.

2. La France et l'Europe dans le logiciel stratégique brésilien

2.1. La « diplomatie de principe » brésilienne

Le Brésil est un leader naturel dans la région. Il s'agit de la seule puissance régionale. Le territoire du pays, la puissance économique, le potentiel technologique, et les ressources naturelles sont des atouts importants. Le Brésil fonde son insertion internationale sur l'idée d'une diplomatie fondée sur des principes, en soulignant en permanence l'importance de la loi et des traités internationaux. Cette idée est définie par Ramalho⁶⁰ comme le *principled action*, ou « **diplomatie de principe** ». Cela a une influence directe sur ses perceptions sur les partenariats possibles et les actions qu'il est prêt à entreprendre dans le système international. L'idée de mettre l'accent sur le multilatéralisme et le rôle des institutions régionales lorsqu'il s'agit de ses voisins réduit la volonté du pays de promouvoir certains de ses intérêts objectifs. Cependant, le Brésil estime que ce comportement produira d'importants avantages à long terme.

Le Brésil insiste sur la nécessité de résoudre les conflits par le biais de négociations bilatérales ou multilatérales, de préférence menées sous les auspices des institutions régionales ou international, ce qui a contribué à la stabilisation de l'Amérique du Sud. Comme l'écrit Ramalho⁶¹ : « Le Brésil propose l'utilisation de l'empathie, la tolérance et la coopération pour améliorer l'ordre international. Ceci doit prendre place au sein de plusieurs entités: le Conseil de Sécurité de l'ONU, pour faire face aux défis concernant la sécurité, l'OMC pour libérer les énergies du libre-échange et augmenter la croissance économique, l'FAO (UN Food and Agriculture Organization) pour assurer la sécurité alimentaire mondiale, et au sein des Sustainable Development Goals afin de construire le future que nous voulons ».

Le Brésil voit l'**ONU** de façon particulièrement positive et encourage sa configuration afin de mettre l'accent sur les besoins des pays en voie de développement. Depuis les années 1960, quand Araújo Castro était l'ambassadeur du Brésil à l'ONU, le Brésil reproche à la Charte des Nations unies de trop se soucier de la puissance des nations occidentales et de ne pas permettre la distribution équitable des richesses entre l'ensemble des pays confondus. « Après tout, l'ONU incarne l'ensemble des institutions construites par la communauté internationale [...] et est l'institution la plus proche de ce qu'est un gouvernement mondial [...] et il est plus légitime que des arrangements bilatéraux ou multilatéraux récemment créés » (Ramalho).

⁶⁰ Voir annexes, chapitre VII.

⁶¹ Voir annexes, chapitre VII.

Plus largement, selon Cervo⁶², les relations internationales du Brésil avec le reste de la scène internationale sont influencées par quatre paradigmes (libéral, développementaliste, néolibéral et logistique). Ce dernier a été mis en place par Lula et encourage un mélange de stabilisation économique et de respect du Consensus de Washington, avec une réflexion stratégique indépendante de la politique étrangère. Ces **quatre paradigmes** influencent l'insertion du Brésil à l'international de plusieurs façons. Tout d'abord, ils définissent les relations Américano-brésiliennes (principalement pro- ou anti-américaines). Ils déterminent ensuite les enjeux nationaux d'insertion dans la communauté internationale. Les paradigmes développementalistes et logistiques encouragent un rapprochement avec les pays en voie de développement et les pays européens, tandis que le libéralisme et le néolibéralisme privilégient des échanges avec les Etats-Unis. Enfin, ils influencent le degré d'importance du nationalisme dans les politiques étrangères. Le libéralisme et le néolibéralisme ayant tendance à promouvoir le libre-échange et une plus grande internationalisation de l'économie du pays tandis que les paradigmes développementalistes et logistiques encouragent une forte industrialisation afin de préserver les exports du Brésil.

Enfin, le Brésil articule sa politique internationale sur un modèle que Lessa appelle *selective universality*, ou **universalité sélective**⁶³. Les entrepreneurs brésiliens, hommes politiques, et militaires ne semblent pas être intéressés outre-mesure à s'exposer aux coûts politiques et financiers d'un rôle de premier plan, comme les débats au cours de la dernière élection présidentielle l'ont montré. D'autre part, lorsqu'ils essayent de s'engager et contribuer à la création d'un système international plus stable en participant aux négociations nucléaires entre l'Iran et la Turquie, ou en proposant le concept de responsabilité de protéger à l'ONU, le Brésil ne se sent pas toujours bien considéré.

2.2. *Le partenariat avec la France*

Dans le cadre de sa posture multilatérale, le Brésil cherche à établir des partenariats stratégiques avec les pays de la région. Lessa définit un partenariat stratégique comme étant une « relation politique et économique bilatérale qui est mutuellement priorisée et bénéfique »⁶⁴. Elles permettent au Brésil d'allier leur vocation historique d'universalisme avec une minimisation des coûts de leur participation sur la scène internationale. BRICS, IBAS, et l'alliance avec la France dans le secteur de la défense en sont des exemples.

⁶² Voir annexes, chapitre VII.

⁶³ Voir annexes, chapitre VII.

⁶⁴ Voir annexes, chapitre VII.

Le **partenariat stratégique avec la France** en particulier explique comment les partenariats stratégiques ont été utilisés lors de l'administration Lula. On peut analyser les relations Franco-Brésiennes au cours de quatre périodes historiques. De 1945 à 1960, la France et le Brésil entretenaient des relations relativement tendues en raison de leurs politiques économiques isolationnistes respectives à la suite de la Seconde Guerre Mondiale et du passé colonial français. La nationalisation d'investissements français au Brésil dans les années 1960 et le « conflit de la langouste » ont également participé à la détérioration des relations entre les deux pays. De 1963 à 1995, les relations se sont ensuite apaisées. En période de « miracle économique » brésilien avec un taux de croissance annuel d'environ 10%, la France n'a cependant pas su se présenter comme un allié économique majeur. A l'époque, la France ne considérait pas le Brésil comme un bon environnement pour ses investissements en raison de la forte corruption nationale. Les Français ont commencé à considérer le Brésil comme un partenaire économique potentiel lors de l'arrivée au pouvoir de Fernando Henrique Cardoso en 1995. La stabilisation de l'économie brésilienne et la création d'un Comité Stratégique au sein de la Commission Economique Franco-Brésilienne a initié un timide rapprochement stratégique entre les deux pays qui sera confirmé en 2002 avec l'arrivée au pouvoir de Lula et en 2008 avec la signature d'un un partenariat stratégique bilatéral entre les deux pays.

Les accords qui ont permis le développement de quatre sous-marins Scorpène, d'un sous-marin nucléaire propulsé par la marine brésilienne et le développement de 50 Cougar Helicopters par les trois forces armées pour un montant de 22,5 milliards real brésilien montrent que ce partenariat a atteint un niveau stratégique pour les deux pays. Le 7 Septembre 2009, Lula et Sarkozy ont exprimés : « leur satisfaction pour la concrétisation, depuis fin 2008, du dialogue stratégique régulier entre les ministères de la Défense et des Affaires étrangères des deux pays dans les domaines de la sécurité et de la défense, qui est l'occasion d'échanges approfondis sur toutes les questions globales et régionales d'intérêt pour les deux pays dans ces domaines [...] ce qui constitue un pas décisif dans la mise en œuvre effective d'une coopération technologique inédite, novatrice et durable. » Les entreprises françaises sont maintenant présentes dans plusieurs projets de défense au Brésil et leur succès est applaudit par le Ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian qui déclare que « Ceci est un partenariat exemplaire avec un transfert de technologie sans précédent ».

Certaines conditions expliquent pourquoi ces partenariats stratégiques sont devenus possibles: d'une part, la France était prête à exporter non seulement des produits, mais aussi des technologies. Deuxièmement, le Brésil avait les ressources humaines et financières nécessaires qui lui permettent de recevoir les offres de coopération de la France. Cela est une exception en Amérique du Sud. Troisièmement, après 2008, lorsque la première stratégie de défense

nationale brésilienne (NDS) a été publiée, les entreprises de défense et les forces armées ont commencé à avoir la capacité de prévoir leurs investissements. Cela leur a permis de réfléchir à plus long terme. Cependant ce genre de documents n'est pas encore devenu une tradition de par le continent.

L'approbation de la NDS 2008, suivie par la consolidation du Plan Articulation et équipements de défense (PAED), ont été des étapes très importantes dans le processus de rapprochement entre le Brésil et plusieurs puissances militaires. La France a joué un des rôles les plus importants dans ce processus, en particulier après l'accord sur le programme de sous-marin PROSUB.

Il existe cependant des obstacles à cette alliance stratégique, comme le montre l'échec de la vente de 36 rafales français au Brésil en 2012, au profit du groupe suédois Gripen. Ce genre de difficultés peut être expliqué par **trois facteurs**. Premièrement, l'économie brésilienne est en crise et depuis que l'accord stratégique avec la France a été signé, le Brésil n'a pas été en mesure de maintenir toutes les obligations financières au titre du contrat. De ce fait, le développement du sous-marin à propulsion nucléaire a subi des retards mais sans affecter le partenariat politique. Lors de sa dernière visite en France, le ministre Jaques Wagner a visité DCNS et d'autres sites où les composants pour le sous-marin ont été produits. Pendant le voyage, il a dû négocier de nouveaux délais de paiement avec son homologue français, puisque le ministère de la Défense brésilien avait réduit son budget d'investissement pour 2015 de 24,8%. Deuxièmement, des difficultés structurelles et institutionnelles persistent au Brésil et le manque de formation des ingénieurs brésiliens ralentit les accords bilatéraux. Enfin les problèmes de sécurité propres au Brésil expliquent également ces difficultés.

CONCLUSION

Les pays d'Amérique latine peuvent être divisés en **trois zones** principales au regard de leur réflexion stratégique : le Mexique et l'Amérique centrale, les Andes et le Cône sud. Dans chacune d'elles, la France et l'Europe sont perçues de manière plutôt positive. La France est considérée comme une source intéressante de coopération et d'investissement, bien que ses positions de la dernière décennie, perçues comme au service des positions hégémoniques américains, soient critiquées. Cependant, cette perception positive ne signifie pas grand-chose si la volonté politique n'est pas soutenue par des propositions de **coopération concrètes, basées sur les attentes à long terme**. Les transferts de technologie et des programmes de formation sont des actifs intéressants pour développer ces initiatives de coopération.

Bien que les institutions régionales soient devenues plus importantes au cours de la dernière décennie, ils n'ont pas la force de définir les préférences des pays membres. Il n'y a pas, par exemple, de réponses régionales à la présence de la Chine, ou à la question des Traités de Non-Prolifération, ce qui est un révélateur des difficultés qui se dégagent pour déterminer des approches communes. La coordination des priorités et des intérêts est toujours un défi important dans la région. Ce manque de vision commune laisse la place aux initiatives **bilatérales**, ce qui a été un avantage pour les pays tels que la Russie et la Chine, qui investissent dans des partenariats spécifiques.

Les grandes questions stratégiques qui préoccupent la France et les occidentaux, comme la résurgence éventuelle de la menace russe ou la menace terroriste djihadiste extrémiste, ne figurent pas dans les préoccupations de sécurité des pays d'Amérique latine. De ce fait, le dialogue ne peut se nouer que sur des questions qui, sans devoir être négligées, **ne relèvent pas des grandes options stratégiques**. C'est le cas de la sécurité maritime en Atlantique Sud et dans le Golfe de Guinée, zones dans lesquelles la France et le Brésil peuvent avoir des intérêts communs.

Le cœur de la relation entre la France et les pays d'Amérique latine se situe moins sur les questions stratégiques en tant que telles que dans **d'autres secteurs**, comme les enjeux liés à la mondialisation, les questions économiques et commerciales, le changement climatique, ainsi que la question de la place générale qui est laissée à l'Amérique latine dans les débats internationaux. Si l'on prend par exemple le Brésil, les relations bilatérales ont été affectées par l'absence de soutien à Roberto Azevêdo, candidat brésilien à l'OMC, ou la réaction ouvertement

négative à l'initiative turco-brésilienne concernant le nucléaire iranien en 2010⁶⁵. Sur ce dernier point, l'expression de la position française, quoique justifiée sur le fond, a pu sembler nier au Brésil le droit de prendre une initiative diplomatique sur un sujet international⁶⁶.

De manière générale, il convient à l'échelle du continent de tenir compte de la volonté des pays d'Amérique latine de **trouver une place sur la scène internationale**. On perçoit l'émergence d'un début d'organisation économique spécifique aux pays émergents, symbolisé par la création de la banque de développement par les « BRICS » lors du sommet de Fortaleza de juillet 2014. Cela n'est certes pas de nature à remettre en cause le système capitaliste occidental et les caractéristiques que ses observateurs décrivent comme « a-polaires » ou « zéro-polaires », à l'instar de Richard Haas⁶⁷. Cependant si la mondialisation n'est pas remise en cause, son modèle de régulation peut en revanche être contesté par des pays émergents qui souhaitent occuper une place plus grande, à laquelle le G-20 ne leur permet pas de prétendre. Pourrait ainsi émerger un modèle propre qui s'organiserait non pas contre, mais à côté du système occidental. Cette évolution ne peut qu'être facilitée par le développement des relations commerciales entre Sud et Sud⁶⁸, le sentiment que les préoccupations stratégiques des occidentaux ne sont pas partagées par le reste du monde, ou les théories qui visent justement à accroître le clivage entre les occidentaux et le reste du monde⁶⁹.

Si les intérêts des émergents sont loin d'être identiques, ils représentent aujourd'hui une partie du monde qui ne se reconnaît pas pleinement dans la forme de mondialisation développée par les occidentaux. Sur un plan stratégique global, il serait donc dans l'intérêt des Européens de « **dépolitiser** » leurs discours vis-à-vis du sous-continent, ou tout au moins de développer une véritable politique en direction des émergents. A l'échelle du continent latino-américain, la nécessité de l'émergence d'une « autre voix » n'est pas limitée aux pays de l'ALBA : elle transcende les clivages politiques entre les pays qui ont adhéré aux principes de la révolution bolivarienne et les autres.

Du point de vue des grands équilibres stratégiques, il est certain que la réorientation grandissante des pays latino-américains vers le Pacifique, le désintérêt voire la résistance à un positionnement « occidental » peuvent pousser nombre de pays à se tourner vers la Chine. L'on

⁶⁵ L'Iran devait livrer à la Turquie 1 200 kg d'uranium faiblement enrichi, en échange de 120 kg d'uranium enrichi à 20 % pour un réacteur de recherche médicale. Cela présentait le risque de voir l'Iran se rapprocher un peu plus de la capacité nucléaire militaire.

⁶⁶ Entretien avec un représentant de l'ambassade du Brésil 2013

⁶⁷ Richard Haas, *The Age of Nonpolarity*, Foreign Affairs, mai/juin 2008

⁶⁸ La part des exportations Sud-Sud représente 24% des exportations mondiales en 2013 contre 8% en 1990. Source OMC

⁶⁹ Niall Ferguson, *Civilization: the West and the Rest*, Penguin books octobre 2012

constate également en Amérique latine une percée des Coréens au Pérou⁷⁰. Il existe enfin un renforcement des liens entre les différents pays de la région sous forme d'instruments de diplomatie de défense (accords de coopération de défense bilatéraux se multipliant entre les Etats) renforçant voire dépassant ce qui existe au niveau multilatéral avec l'Unasur. Pour la France, il est souhaitable de conserver **son rôle naturel de trait d'union** entre la communauté transatlantique et le reste du monde, notamment les émergents. Il est illusoire en effet de faire partager par ces pays les problématiques de sécurité occidentales. Si les émergents peuvent se montrer au mieux compréhensifs, les termes de l'échange demeureront trop déséquilibrés – l'investissement français doit donc être réel mais parcimonieux, car le gain potentiel restera limité. ■

⁷⁰ Cette orientation n'est pas étrangère au fait que le président péruvien Ollanta Humala fut attaché de défense à Séoul en 2004.

ANNEXES

1. Glossaire

- AEC/Association des Etats de la Caraïbe : Organisation rassemblant depuis 1994, 25 Etats et parties riverains du Golfe du Mexique et de la Mer des Antilles. Son secrétariat permanent se trouve à Trinidad et Tobago. L'objectif de l'AEC est de créer des complémentarités et des projets de coopération entre les signataires
- Alliance du Pacifique/Alianza del Pacífico : Constituée le 6 juin 2012 au Chili (Paranal) par le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou. Costa-Rica, Panama et Uruguay sont observateurs.
- ALADI/Association latino-américaine d'intégration : Organisation ayant succédé en 1980 à l'ALALC ou ALALE, Association latino-américaine de libre-échange ou de libre-commerce, créée en 1960 entre dix pays d'Amérique latine (Argentine/Bolivie/Brésil/Chili/Colombie/Mexique/Paraguay/Pérou/Uruguay/Venezuela) . Cette institution se propose la création à terme d'une zone de libre-échange entre ses membres.
- ALBA : Alternative bolivarienne des Amériques le 14 décembre 2004 devenue Alliance Bolivarienne des Amériques le 24 juin 2009. Initiative du président vénézuélien Hugo Chavez comme alternative à l'ALCA ou ZLEA.
- ALENA/Accord de libre-échange nord-américain : Zone de libre-échange entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique entrée en vigueur le 1er janvier 1994. Le traité a été signé les 17 décembre 1992 et 13 août 1993. Le sigle anglais est NAFTA (North American Free Trade Agreement). Le sigle espagnol est TLCAN.
- ASA/Conférences Amérique du sud Afrique : Organisation officiellement constituée à Abuja, Nigéria en 2006 par les pays d'Amérique du sud et ceux de l'Union africaine.
- ASPA/Conférences Amérique du sud Pays arabes : Organisation constituée à Brasilia en 2005.
- BID/Banque interaméricaine de développement : Fondée en 1959. Tous les pays des Amériques en sont membres.
- BNDES/Banco Nacional do Desenvolvimento : Banque nationale (brésilienne) de développement économique et social. Cette banque été créée en 1952.

- BRICS/Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du sud : Groupe d'intérêts mutuels constitué à partir de 2008 par cinq pays initialement signalés par la Banque Goldman-Sachs comme cibles d'investissements.
- CAN/Communauté andine des nations : Organisation ayant pris la suite du Pacte Andin créé en 1969 par la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela. Le Chili en est sorti en 1976 et le Venezuela en 2006.
- CARICOM/Caribbean Community and Common Market : Marché commun de la Caraïbe constitué en 1973. Membres: Antigua et Barbuda/Barbade/Bahamas/Bélize/Dominique/Grenade/Guyana/Haïti/Jamaïque/Montserrat/Saint-Christophe et Nieves/Sainte-Lucie/Saint Vincent et Grenadines/Surinam/Trinidad et Tobago. Le secrétariat permanent est à Georgetown (Guyana).
- CARSI/ Initiative régionale de sécurité pour l'Amérique Centrale : Organisation coordonnant les efforts et les initiatives entre les Etats-Unis, les pays d'Amérique centrale et le Système d'intégration centre-américain (Sica) pour lutter contre les menaces sécuritaires.
- CDS/ Conseil de défense sud-américain : Réunit les ministres de la défense des pays membres de l'UNASUR.
- CEA/ Conférence des armées américaines
- CELAC : Communauté des Etats d'Amérique latine et de la Caraïbe pour l'intégration et le développement. Constituée le 23 février 2010 au Mexique (Riviera Maya). 16 décembre 2008 le Groupe de Rio élargi avait pris le nom de CALC. Premier sommet de chefs d'Etat à Santiago du Chili le 28 janvier 2013.
- CENTSEC/Conférence centraméricaine de sécurité, Chapeauté par le U.S. Southern Command (SOUTHCOM).
- CEPREDENAC/Centre de coordination pour la prévention des désastres naturels en Amérique latine : Centre spécialisé dans l'information de la gestion des risques de la région des Amériques créé en 1990. Son siège est au Costa Rica.
- CFAC/Conférence des forces armées centre américaines : Organisation sous régionale promouvant la coopération, la sécurité et la paix en Amérique Centrale.
- CISEN/Centre de la Recherche et de la Sécurité Nationale : Bureau du renseignement du gouvernement mexicain fondé en 1989. Il est chargé de l'acquisition du renseignement (notamment par l'espionnage) et de la plupart des opérations clandestines effectuées hors de ce pays. Il a le statut juridique d'agence indépendante du gouvernement du Mexique.
- CMDA : Conférence des ministres de la défense des Amériques
- CNI : Conférences navales interaméricaines
- COCATRAM : Commission centre-américaine du transport maritime

- CARIFORUM/Forum des Caraïbes : Le Cariforum a tenu son premier sommet en 1998. Pays membres : ceux du Caricom, plus la République Dominicaine. Cuba est observateur.
- CDS/Conseil de défense sud-américain : Réunit les ministres de la défense des pays membres de l'UNASUR.
- CELAC : Communauté des Etats d'Amérique latine et de la Caraïbe pour l'intégration et le développement. Constituée le 23 février 2010 au Mexique (Riviera Maya). Le 16 décembre 2008 le Groupe de Rio élargi avait pris le nom de CALC. Premier sommet de chefs d'Etat à Santiago du Chili le 28 janvier 2013.
- CEPALC : Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- DEA/Drug Enforcement Administration : Service de police fédéral américain dépendant du Département de Justice des Etats-Unis chargé de la mise en application de la loi sur les stupéfiants et de la lutte contre leur trafic.
- ELN/Ejército de Liberación Nacional : Armée de libération nationale. Organisation armée d'inspiration marxiste guévariste et chrétienne colombienne. L'ELN est active depuis le milieu des années 1960.
- EPP/Ejército del Pueblo Paraguayo : Armée du peuple paraguayen. Organisation armée marxiste et nationaliste, apparue en 2008, revendiquant la figure du premier président de l'indépendance Francia.
- EZLN/Armée zapatiste de libération nationale : Organisation extraparlamentaire militarisée et fonctionnant en réseau apparue dans le Chiapas mexicain en 1994.
- FARC/Fuerza Armada Revolucionaria de Colombia : Force armée révolutionnaire de Colombie. Organisation armée marxiste-léniniste colombienne ; Active depuis le milieu des années 1960.
- FA-HUM : Forces alliées humanitaires.
- FAM : Force aérienne Mexicaine. La branche aérienne de l'armée mexicaine et dépend du Secrétariat de la Défense nationale (SEDENA). Elle a été créée en 1913.
- G 3 : Groupe créé par Colombie, Mexique, Venezuela en 1995. Le Venezuela en est sorti en 2006.
- G-20 ou G-X : Groupe tricontinental créé au mois d'août 2003 à l'initiative de l'IBAS pour empêcher la perpétuation du directoire EU-UE-Japon au sein de l'OMC.
- Groupe de Rio : Constitué en 1986 à Rio de Janeiro, (Brésil), comme « Mécanisme permanent de consultation et de concertation politique », à partir de deux forums préexistant, le Groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama, Venezuela) et le Groupe d'appui à Contadora (Argentine, Brésil, Pérou, Uruguay). Etats participant aujourd'hui à ses activités : Argentine ; Brésil ; Colombie ; Chili ; Equateur ; Mexique ; Panama ; Paraguay ; Pérou ; Uruguay ; Venezuela ; un pays centraméricain ; un pays de la Caraïbe. Le groupe

tient un sommet annuel de chefs d'Etat et de gouvernements. La présidence annuelle (pro tempore) est assurée à tour de rôle par l'un des pays membres, assisté de la présidence antérieure et de la suivante.

- IBAS/Groupe Inde-Brésil-Afrique du Sud : Groupe intercontinental créé à l'initiative du Brésil au mois de juin 2003, avec l'Afrique du sud et l'Inde.
- Initiative de Mérida : Projet d'aide extérieure des États-Unis à destination du Mexique et d'autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes lancé en octobre 2007 par le Congrès des États-Unis. Cette initiative vise à moderniser les forces militaires engagées dans les opérations contre le trafic de stupéfiants.
- JID/Junta interamericana de defensa : Comité international composé de représentant nationaux développant des approches collaboratives dans les domaines de la défense et de la sécurité en Amérique Latine. Elle a été créée en 1942.
- MCCA : Marché commun centraméricain, voir SIECA.
- MERCOSUR/Marché commun du sud (port. MERCOSUL) : Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, ont le 26 mars 1991 à Assomption (Paraguay) décidé de se constituer en zone de libre commerce. Traité effectif depuis le 1er janvier 1995. Le Venezuela a signé le traité d'adhésion en 2006. Bolivie et Chili sont associés depuis 1997. La Bolivie a fait acte de candidature comme membre plein en décembre 2012.
- Siège : Montevideo (Uruguay).
- M-19/Movimiento 19 de abril : Organisation armée nationaliste et progressiste colombienne issue d'une scission de l'ANAPO (Alliance nationale populaire) qui soutenait la candidature présidentielle en 1970 du général Gustavo Rojas Pinilla.
- MILA/Marché intégré latino-américain/Mercado Integrado Latinoamericano : Chili, Colombie et Pérou ont en mai 2011 unifié sous cette appellation leurs marchés boursiers.
- MINUSTAH/Mission des Nations unies pour la stabilisation d'Haïti : Opération de l'ONU mise en place en 2004 sous la direction du Brésil.
- MICTA/Mexique-Indonésie-Corée-Turquie-Australie : Groupe d'intérêts partagés constitué par cinq pays émergents dont le Mexique en 2013.
- OBSICA/Observatoire et indice de sécurité démocratique du système d'intégration centre-américain : Organisation qui a pour objectif de mettre en œuvre un système d'évaluation, de suivi et d'analyse de l'information officielle sur la sécurité démocratique. Cette information ainsi collectée et analysée doit servir à l'élaboration de politiques publiques ou de stratégies en vue d'améliorer la sécurité et de faciliter la vie en commun de la population centre-américaine.
- OCDE : Organisation de coopération et de développement économique. Le Mexique en est membre. Colombie, Costa-Rica et Pérou sont candidats à une adhésion.

- OEA/Organisation des Etats Américains : Organisation qui regroupe les 35 gouvernements des Etats d'Amérique. Son siège est à Washington D.C
- PMOP/Policía Militar de Orden Público : Police militaire de l'Honduras chargée de maintenir l'ordre public créée pour , entre autres, lutter contre le crime organisé dans les quartiers.
- OEA/Organisation des Etats Américains : Organisation interaméricaine créée en 1948 à Bogota. 35 Etats membres. Cuba est suspendu depuis 1962. Le siège est à Washington.
- OECO/Organisation des Etats des Caraïbes Orientales : A pris en 1981 la suite du MCAO (Marché commun des Antilles orientales). Siège : Saint Johns (Antigua)
- OTCA/Organisation du traité de coopération amazonien : Créée en 1995 cette institution dont le secrétariat permanent est à Brasilia réunit les huit pays signataires du traité amazonien de 1978.
- SEDENA/Secrétariat de la Défense Nationale du Mexique, créé en 1939. Son siège est à Mexico.
- SELA/Système économique latino-américain : Organisation de coopération économique entre 27 Etats, constituée en 1976. Siège : Caracas (Venezuela)
- SICA/El Sistema de la Integración Centroamericana (système d'intégration centraméricain) : Organisation politique, économique et culturelle des pays d'Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Nicaragua, Costa Rica, Panama et Belize) en vigueur depuis le 1er février 1993. LE SICA participe en tant qu'observateur aux sessions de l'Assemblée générale des Nations unies. Son siège est au Salvador.
- SICOFAA : Système de coopération des forces aériennes américaines
- SIECA/Système d'intégration économique centraméricaine : A pris le relais d'institutions antérieures, l'ODECA, Organisation des Etats centraméricains (1951) et le MCCA, Marché commun centraméricain (1960). Autre sigle: CACM (Central American Common Market)
- Sommets ibero-américains /Cumbres iberoamericanas : Sommets annuels depuis 1991 entre pays ibériques européens (Espagne et Portugal) et 19 pays d'Amérique latine de langue espagnole et portugaise. Secrétariat général ou SEGIB : Madrid (Espagne)
- SNSP : Système National de Sécurité Publique
- SOUTHCOM/US Southern Command : Commandement militaire (forces aériennes, navales, terrestres, intelligence, logistique) chargé de veiller sur la sécurité nationale américaine en Amérique latine.
- TCP/Traité de commerce entre les peuples : Accord de compensation signé le 28 avril 2006 par la Bolivie, Cuba et le Venezuela. Le Nicaragua s'y est associé en 2007.
- TIGRES/ Tropa de Inteligencia y Grupos de Respuesta Especial de Seguridad : Unité spéciale de sécurité Hondurienne qui agit sous l'autorité du ministère de la Sécurité. Elle lutte contre

le crime organisé et surveille les frontières avec le Mexique. Ces troupes sont formées par les forces américaines.

- Triangle Nord : Région d'Amérique centrale constituée du Honduras, du Guatemala et du Salvador, qui est particulièrement exposée au crime et au trafic de drogue. Elle constitue une des régions les plus dangereuses au monde.
- Unasur/l'Union des nations sud-américaines : Union des nations sud-américaines (23 mai 2008, Brasilia). Regroupement d'intérêts communs des pays sud-américains constitué en 2004 à Cuzco (Pérou) sous le nom de Communauté sud-américaine des nations (CSN).
- USAID/l'Agence des États-Unis pour le développement international : Agence indépendante du gouvernement des États-Unis chargée du développement économique et de l'assistance humanitaire dans le monde. Son siège se trouve à Washington D.C.
- VRE/Valle del Rio Apurímac y Ene : Région située au sud du Pérou affectée par une violence endémique provoquée par le reliquat de la guérilla de Sentier lumineux et la délinquance liée au trafic de stupéfiants
- Yasuni-ITT/Ishpingo-Tiputini-Tambococha : Projet abandonné en 2013 de coresponsabilité mondiale proposé par le président équatorien, Rafael Correa, en 2007 pour suspendre l'exploitation du pétrole dans la réserve naturelle, Yasuni-ITT.
- ZLEA/Zone de libre-échange des Amériques : Projet de zone de libre commerce interaméricain initié à Miami en 1994. 34 Etats parties potentielles. Autres signes : ALCA (esp.) ; FTAA (ang. Free Trade Area of the Americas).
- ZOPACAS ou ZPCAS/Zone de paix et de coopération dans l'Atlantique sud : Instituée en 1986 sur initiative brésilienne.

2. Les livres blancs latino-américains

Argentine	<i>Libro Blanco de la República Argentina</i>	1999
		2010
Bolivie	<i>Libro Blanco de Defensa Bolivia</i>	2004
Brésil	<i>Documento de Política de Defensa Nacional</i>	1996
	<i>Política de Defensa</i>	2005
	<i>Estrategia Nacional de Defensa</i>	2008
	<i>Libro Blanco de Defensa</i>	2012
Chili	<i>Libro de la Defensa Nacional de Chile</i>	1997
		2002
		2010
Colombie	<i>Políticas de Defensa y Seguridad Democrática</i>	2003
Equateur	<i>Libro Blanco de la Defensa Nacional</i>	2002
	<i>Libro Banco de Defensa</i>	2006
	<i>Hacia una Nueva Política de Seguridad Interna y Externa</i>	2008
	<i>Agenda Política de Defensa</i>	2011
Perou	<i>Libro Blanco de la Defensa Nacional del Perú</i>	2005
Surinam	<i>Plan Anual del Ministerio de Defensa</i>	2012
Uruguay	<i>Bases para una Política de Defensa Nacional</i>	1999
	<i>La Defensa Nacional, Bases para un Debate</i>	2005
	<i>Política de Defensa Nacional</i>	2014

3. Synthèse des pensées stratégiques nationales

Etude pensées stratégiques Amérique latine : Tableau de bord	Argentine	Bolivie
Penseurs et courants de pensée principaux	Martin Granovsky, Marcelo Gullo, Juan Gabriel Tokatlian.	Alvaro Garcia Lineras, Manfredo Kempf.
Sujets et préoccupations principaux (dont conséquences de la conjoncture internationale), lignes de fractures idéologiques, contradictions éventuelles entre le débat d'idée et la posture stratégique d'un pays	Revendication des Malouines. Gestion des eaux territoriales. Contentieux aux Etats-Unis sur la dette privée. Dysfonctionnements du Mercosur. Baisse de la demande extérieure en produits argentins. Polarisation politique entre les péronistes et les autres forces partisans.	Retrouver un accès à la mer. Préserver la souveraineté des zones frontalières et des richesses du sous-sol. Garder sous contrôle les investisseurs étrangers. Maintenir l'unité nationale. Refonder l'unité nationale sur la reconnaissance de la diversité. Forte polarisation culturelle et géographique entre est et ouest du pays.
Conjoncture économique	Croissance négative	Croissance soutenue
Caractéristiques géographiques structurantes (enclavement, accès à la mer, etc.)	Large ouverture sur l'Atlantique sud. Frontière est, avec le Chili, de haute montagne. Frontière nord et nord-ouest permettant un accès aisé au Brésil, au Paraguay et à l'Uruguay.	Pays enclavé. Contrastes puissants géographiques et humains entre est montagneux et ouest amazonien.
Risques et défis principaux (drogue, lutte contre la piraterie, traffics, etc.)	Risque social. Détérioration des conditions de sécurité intérieure. Risque financier. Royaume-Uni et Malouines. Contrôle de la triple frontière.	Gestion du conflit territorial avec le Chili. Délinquance liée à la culture et trafic de stupéfiants. Polarisation de l'opposition, en particulier à l'ouest du pays. Gérer la pénétration incontrôlée de Brésiliens dans la zone frontalière.
Conflits interétatiques	Royaume-Uni (Malouines.)	Contentieux historique avec le Chili.
Menaces et ennemis principaux	Royaume-Uni.	Chili/Opposition armée/Mouvements sociaux violents/Délinquance liée au trafic de stupéfiants.
Partenaires privilégiés, proches et lointains.	Pays du Mercosur. Chili. Pays de l'Unasur. Chine et Russie.	Pays membres de l'ALBA dont Cuba. De la CAN. De la CELAC. Du Mercosur. De l'Unasur. Chine. Iran. Groupe des 77.
Participation à des structures de coopération et d'intégration sous-régionales et régionales	CELAC. Mercosur. UNASUR.	ALBA. CAN. CELAC. MERCOSUR. UNASUR.
Zones d'intérêt privilégiées (dont positionnement par rapport à l'Asie, à Cuba, à la Russie)	Cône sud. Amérique du sud. Chine et Russie.	Mercosur. ALBA. UNASUR. Chine. Iran.
Accent mis sur une armée ou un type d'intervention (marine ou Amazonie bleue, etc.)	En état de sous-équipement chronique.	Equipées pour gérer l'ordre public, le contrôle des frontières, les affrontements de basse intensité.
Lignes rouges	Renoncer aux Malouines. Renégocier la dette extérieure privée. Négocier avec le FMI.	Abandonner la revendication d'un accès à la mer. Echanger de la souveraineté contre une quelconque contrepartie économique.
Dernier document stratégique	<i>Livre blanc 2014</i>	<i>Livre blanc 2004</i>
Budget de défense 2014 (IISS Military Balance 2015 et Latin American Security and Defense network index 2014, RESDAL)	4,26 milliards de dollars pour le Military Balance. 4,26 milliards de dollars pour le RESDAL. 1,04% du PIB.	405 millions de dollars pour MB. 490 millions pour RESDAL. 1,46% du PIB.

Etude pensées stratégiques Amérique latine : Tableau de bord	Brésil	Chili
Penseurs et courants de pensée principaux	Celso Lafer, Celso Amorim.	Marcos Robledo Hoecker, Ricardo Lagos.
Sujets et préoccupations principaux (dont conséquences de la conjoncture internationale), lignes de fractures idéologiques, contradictions éventuelles entre le débat d'idée et la posture stratégique d'un pays	Relancer l'économie. Maitriser le territoire (sécurité-contrôle-infrastructures.) Consolider diplomatiquement le statut d'émergent. Assurer un leadership sud-américain. Nourrir un réseau de relations sud-sud.	Gestion des contentieux de voisinage avec la Bolivie et le Pérou. Contrôler la mer territoriale. Etre prêt à faire face à des catastrophes naturelles (tremblements de terre-tsunamis-incendies forestiers.) Améliorer les communications transandines avec l'Argentine et le Mercosur. Diversifier l'économie. Fracture partisane de type européen (centre droit-centre gauche) ayant peu d'incidence en matière de politique extérieure.
Conjoncture économique	Médiocre depuis 2011, quasi récession en 2014	Médiocre depuis la fin 2013
Caractéristiques géographiques structurantes (enclavement, accès à la mer, etc.)	Immensité territoriale. Une énorme zone amazonienne humainement peu occupée. Une mer territoriale également très étendue. Une géographie frontalière complexe qui ne permet pas de valoriser la centralité sous continentale du pays.	Un pays extrêmement étendu en longueur (4000 km) et filiforme (100 à 150 km de large.) Une façade maritime également très importante. Une frontière de haute montagne difficile à franchir (Aconcagua, 6980m.)
Risques et défis principaux (drogue, lutte contre la piraterie, traffics, etc.)	Gestion d'une instabilité sociale montante liée à la conjoncture économique. Fortes inégalités sociales souvent liées à la couleur de peau. Persistance de zones grises à forte délinquance dans les grandes villes. Existence d'une corruption forte dans l'administration, les forces de l'ordre, la politique. Assurer la souveraineté de l'Etat sur l'Amazonie verte et l'Amazonie bleue.	Relancer l'économie. Réduire les inégalités. Intégrer les populations autochtones. Maîtriser les contentieux territoriaux et autres avec la Bolivie et le Pérou.
Conflits interétatiques	Aucun.	Bolivie et Pérou.
Menaces et ennemis principaux	Grande délinquance.	Bolivie et Pérou.
Partenaires privilégiés, proches et lointains.	CELAC. MERCOSUR. UNASUR. BRICS et Afrique du sud. Afrique de l'Ouest. Pays arabes. Russie. Japon.	Pays de l'Alliance du Pacifique. Pays de l'Unasur. Argentine. Brésil et Uruguay. Chine. Etats-Unis. Australie et Nouvelle Zélande. Corée du sud.
Participation à des structures de coopération et d'intégration sous-régionales et régionales	Amérique du sud (Mercosul/Unasul) puis Amérique latine (CELAC.)	Infrastructurelle, diplomatique. Le Chili pratique le régionalisme ouvert (accords commerciaux de la Chine aux Etats-Unis en passant par la Corée et l'Union européenne.) Membre de l'Alliance du Pacifique, de la CELAC et de l'UNASUR, de l'APEC et de l'OCDE.
Zones d'intérêt privilégiées (dont positionnement par rapport à l'Asie, à Cuba, à la Russie)	Amérique du sud. Cuba et Salvador. Afrique de l'ouest. Afrique lusophone. Maroc. Chine. Proche-Orient (Liban, Palestine.) Russie. Japon.	Espace Pacifique. Amérique du sud. Etats-Unis et Mexique. Union européenne.
Accent mis sur une armée ou un type d'intervention (marine ou Amazonie bleue, etc.)	Priorité aux forces de contrôle des deux Amazone (la verte et la bleue.) Troupes de jungle dotée d'hélicoptères plus une couverture satellitale. Marine. Préservation d'une capacité opérationnelle extérieure (porte-avions.)	Une des mieux équipées de la région. Priorise la défense des frontières face à la Bolivie et au Pérou, et de la mer territoriale et économique jusqu'à l'île de Pâques.
Lignes rouges	Atteinte à la souveraineté. Rupture de l'ordre international fondé sur les Nations unies. Rejet des ingérences ne bénéficiant pas d'un mandat de l'ONU.	Cession de territoire national. Intégration régionale.
Dernier document stratégique	<i>Livre blanc 2012</i>	<i>Livre blanc 2010</i>
Budget de défense 2014 (IISS Military Balance 2015 et Latin American Security and Defense network index 2014, RESDAL)	31,9 milliards de dollars pour MB. 31,6 milliards pour RESDAL. 1,43% du PIB.	3,88 milliards de dollars pour MB. 5,5 milliards de dollars pour RESDAL. 2,09% du PIB.

Etude pensées stratégiques Amérique latine : Tableau de bord	Colombie	Equateur
Penseurs et courants de pensée principaux	Alfredo Rangel, Eduardo Pizarro León Gomez.	Rafael Correa, Adrian Bonilla.
Sujets et préoccupations principaux (dont conséquences de la conjoncture internationale), lignes de fractures idéologiques, contradictions éventuelles entre le débat d'idée et la posture stratégique d'un pays	Gagner la paix en mettant un terme aux conflits internes. Réduire les capacités de nuisance des bandes délinquantes liées au trafic de stupéfiant. Préserver un bon voisinage avec Equateur et Venezuela. Gérer le conflit territorial avec le Nicaragua. Doter le pays d'infrastructures unifiantes (routes, ponts.) Le conflit politique entre le président Santos et son opposition porte aussi sur la gestion du processus de paix avec les guérillas.	Intégrer le pays (infrastructures ; éducation.) Développer en protégeant l'environnement. Contenir les retombées du conflit colombien. Surmonter les divisions politiques et ethniques de la population.
Conjoncture économique	Bonne en dépit d'un ralentissement récent de la croissance	Bonne en dépit d'un ralentissement ces derniers mois
Caractéristiques géographiques structurantes (enclavement, accès à la mer, etc.)	Seul pays d'Amérique du sud doté d'une double façade maritime (atlantique et pacifique.) Territoire fortement compartimenté par une double chaîne montagneuse . Isolé par la densité de la forêt amazonienne.	Pays compartimenté en trois, dans sa géographie et sa population: une bande côtière métissée ; une zone de hauts plateaux peuplée d'autochtones ; un versant amazonien peu peuplé.
Risques et défis principaux (drogue, lutte contre la piraterie, traffics, etc.)	Conduire à bon port le processus de dialogue avec les FARC. L'élargir ensuite à l'ELN. Donner aux forces armées des garanties suffisantes sur leur avenir. Affronter la grande délinquance liée au trafic de stupéfiants (les Bacrim.) Préserver un bon voisinage avec l'Equateur et le Venezuela. Assurer la souveraineté sur les îles contestées par le Nicaragua.	Réussir un développement intégrateur et respectueux de l'environnement. Préserver un bon voisinage avec Colombie et Pérou. Stimuler les coopérations avec des partenaires extérieurs ne portant pas atteinte à la souveraineté.
Conflits interétatiques	Avec le Nicaragua.	Aucun.
Menaces et ennemis principaux	Le Nicaragua.	Etats-Unis.
Partenaires privilégiés, proches et lointains.	Etats-Unis. Allemagne. Espagne. Royaume-Uni. France. Venezuela. Pays de l'Alliance du Pacifique. Pays de l'Unasur. CELAC. Cuba. Brésil. Pays de l'APEC. OTAN.	Pays de l'Alba dont Cuba. Pays de l'Unasur dont le Brésil. Pays de la CAN. Union européenne. Chine.
Participation à des structures de coopération et d'intégration sous-régionales et régionales	AEC. Alliance du Pacifique. CAN. CELAC. Unasur.	ALBA. CAN. CELAC. Unasur.
Zones d'intérêt privilégiées (dont positionnement par rapport à l'Asie, à Cuba, à la Russie)	Etats-Unis et Mexique. Venezuela. Alliance du Pacifique. Brésil. Europe et Asie.	Pays de l'ALBA. Amérique du sud dont Brésil. Chili. Union européenne. Chine.
Accent mis sur une armée ou un type d'intervention (marine ou Amazonie bleue, etc.)	Centrées sur la lutte antiguérilla (troupes de jungle ; hélicoptères ; vedettes fluviales ; satellites) et la protection du domaine maritime.	Forces de souveraineté équipées pour assurer un contrôle territorial au moindre coût (avions israéliens et fabrication locale de drones.)
Lignes rouges	Signer un accord de paix déséquilibré en faveur de la guérilla. Tolérer l'insubordination des forces armées. Ne pas respecter l'accord de restitution des terres spoliées pendant le conflit. Céder la souveraineté des îles San Andrés et Providence.	Abandon de souveraineté. Pression des Etats-Unis. Violation des frontières.
Dernier document stratégique	<i>Livre blanc 2003</i>	<i>Agenda de la politique de défense 2011</i>
Budget de défense 2014 (IISS Military Balance 2015 et Latin American Security and Defense network index 2014, RESDAL)	13,4 milliards de dollars pour MB (Comprend les dépenses dans la police nationale et les dépenses décentralisées.) 8,4 milliards de dollars pour RESDAL. 2,17% du PIB.	1,7 milliard de dollars pour MB. 2,7 milliards de dollars pour RESDAL. 2,74% du PIB.

Etude pensées stratégiques Amérique latine : Tableau de bord	Paraguay	Pérou
Penseurs et courants de pensée principaux	Lucas Arce, Juan Antonio Pozzo Moreno.	Ariel Segal, Mario Vargas Llosa.
Sujets et préoccupations principaux (dont conséquences de la conjoncture internationale), lignes de fractures idéologiques, contradictions éventuelles entre le débat d'idée et la posture stratégique d'un pays	Affirmer la place du pays face aux voisins argentin et brésilien. Réduire la guérilla de l'EPP. Empêcher l'invasion de terres frontalières par des Brésiliens. Contrôler la zone des trois frontières. Densifier les réseaux routiers et ferrés avec les voisins argentins, boliviens, et brésiliens.	Rendre acceptable pour les populations concernées le développement minier. Réduire le reliquat de guérilla de Sentier lumineux dans l'Apurimac. Faire face à la délinquance des narcotrafiants. Maitriser les différends récurrents avec le Chili. Assurer la stabilité institutionnelle du pays.
Conjoncture économique	Maintien de la croissance	Maintien d'une croissance élevée
Caractéristiques géographiques structurantes (enclavement, accès à la mer, etc.)	Pays enclavé, relié essentiellement par voie fluviale à ses voisins atlantiques.	Le pays est divisé en trois secteurs aux identités géographiques et humaines très différentes: la côte aux populations métissées -les hauts plateaux peuplés d'indiens aymaras et quechuas- l'est amazonien.
Risques et défis principaux (drogue, lutte contre la piraterie, traffics, etc.)	Délinquance de droit commun. Rumeurs persistantes de bases arrières liées au Proche et au Moyen-Orient. Voisinage asymétrique avec les voisins argentins et brésiliens.	Instabilité sociale de populations rejetant les investissements miniers. Persistance de groupes de guérilla. Délinquance organisée. Instabilité institutionnelle. Difficultés persistantes avec le Chili.
Conflits interétatiques	Aucun.	Chili.
Menaces et ennemis principaux	Guérilla de l'EPP/Délinquance.	Guérilla de Sentier lumineux/Groupes délinquants/Chili.
Partenaires privilégiés, proches et lointains.	Pays du Mercosur à l'exception du Venezuela. Argentine et Brésil pour l'essentiel. Etats-Unis. Taïwan.	Pays de l'Alliance du Pacifique. Pays de la CAN. Pays de l'UNASUR en particulier le Brésil. Asiatiques et pays de l'APEC, essentiellement la Chine et le Japon. Etats-Unis et Canada.
Participation à des structures de coopération et d'intégration sous-régionales et régionales	CELAC. Mercosur. Unasur.	Alliance du Pacifique. CAN. CELAC. Unasur.
Zones d'intérêt privilégiées (dont positionnement par rapport à l'Asie, à Cuba, à la Russie)	Cône sud. Etats-Unis. Asie (Taïwan.)	Espace Asie-Pacifique. Amérique du nord. OCD. Alliance du Pacifique. Brésil.
Accent mis sur une armée ou un type d'intervention (marine ou Amazonie bleue, etc.)	Maintien de l'ordre et lutte antiguérilla.	Deux priorités: contrôle de l'espace maritime disputé avec le Chili. Lutte antiguérilla (hélicoptères russes ; frégates italiennes ; avions de transports italiens.)
Lignes rouges	Céder aux pressions venues d'Argentine et du Brésil.	Céder à une pression d'origine chilienne. Renoncer au contrôle de la région de l'Apurimac. Abandonner les projets d'exploitation minière.
Dernier document stratégique		<i>Livre blanc 2005</i>
Budget de défense 2014 (IISS Military Balance 2015 et Latin American Security and Defense network index 2014, RESDAL)	313 millions de dollars pour MB. 441 millions de dollars pour RESDAL. 1,49% du PIB.	2,6 milliards de dollars pour MB. 2,8 milliards de dollars pour RESDAL. 1,30% du PIB.

Etude pensées stratégiques Amérique latine : Tableau de bord	Uruguay	Venezuela
Penseurs et courants de pensée principaux	Andrès Alsina, Sergio Jellinek.	Moises Naïm, Heinz Dieterich.
Sujets et préoccupations principaux (dont conséquences de la conjoncture internationale), lignes de fractures idéologiques, contradictions éventuelles entre le débat d'idée et la posture stratégique d'un pays	Gérer le voisinage asymétrique avec Argentine et Brésil. Retrouver en dépit du Mercosur la capacité de signer des accords commerciaux en particulier avec les Etats-Unis, la Chine et les pays de l'Alliance du Pacifique. Etre en capacité d'exercer une souveraineté effective sur les espaces fluviaux et maritimes.	Restaurer le prix du baril de pétrole. Convaincre l'OPEP et l'Arabie de réduire la production pour faire remonter les cours. Faire face à la pression récente des Etats-Unis. Maintenir les programmes sociaux en dépit du retournement de la conjoncture pétrolière. Affronter une délinquance parmi les plus élevées d'Amérique latine. Organiser les législatives prévues cette année en dépit d'une conjoncture favorable aux oppositions.
Conjoncture économique	Perturbée par la conjoncture des voisins argentin et brésilien	Le pays est entré en récession en 2014
Caractéristiques géographiques structurantes (enclavement, accès à la mer, etc.)	Petit pays placé stratégiquement au débouché sur l'Atlantique du Rio de la Plata. En situation de pont terrestre entre Argentine et Brésil.	Pays tout à la fois marginalement andin, de savanes et amazonien doté d'une large façade atlantique ouverte sur les Antilles.
Risques et défis principaux (drogue, lutte contre la piraterie, traffics, etc.)	Victime de sa situation, l'Uruguay vit au rythme de ses grands voisins dont il souhaiterait se libérer. Les relations sont particulièrement difficiles avec l'Argentine.	Survivre sans dommage à une conjoncture économique défavorable porteuse d'une instabilité venant s'ajouter à une contestation chronique depuis 1999. Maintenir une influence extérieure érodée, en particulier dans la Caraïbe par le manque à gagner budgétaire. Gérer avec le moins de violence possible la montée des mécontentements et de la délinquance.
Conflits interétatiques	Aucun.	Dispute frontalière avec le Guyana/Polémiques récurrentes avec les Etats-Unis.
Menaces et ennemis principaux	Pas d'ennemis.	Etats-Unis.
Partenaires privilégiés, proches et lointains.	Pays du Mercosur. Pays de l'Alliance du Pacifique. Chine. Etats-Unis. Système du droit international (OEA et ONU.)	Pays de l'ALBA et en particulier Cuba. Chine. Iran. Russie. Syrie. Colombie, Argentine, Brésil et Uruguay.
Participation à des structures de coopération et d'intégration sous-régionales et régionales	CELAC. Mercosur. Unasur.	AEC. ALBA. CELAC. Mercosur. Unasur.
Zones d'intérêt privilégiées (dont positionnement par rapport à l'Asie, à Cuba, à la Russie)		Pays de l'ALBA. Caraïbe dont Cuba. Amérique du sud atlantique. Chine. Iran. Russie. Pays de l'OPEP.
Accent mis sur une armée ou un type d'intervention (marine ou Amazonie bleue, etc.)	Forces de souveraineté territoriale et maritime.	Equipées dans un esprit de dissuasion intégrant les trois armes.
Lignes rouges	Ingérences extérieures au sous-continent.	Atteinte à la souveraineté nationale/menaces de sanction de la part d'un pays « central » (Etats-Unis ou Espagne)
Dernier document stratégique	<i>Politique de défense nationale 2014</i>	
Budget de défense 2014 (IISS Military Balance 2015 et Latin American Security and Defense network index 2014, RESDAL)	650 millions de dollars pour RESDAL. 1,12% du PIB.	4,65 milliards de dollars pour MB. 5,6 milliards pour RESDAL. 1,63% du PIB.

Etude pensées stratégiques Amérique latine : Tableau de bord	Guyana	Surinam
Penseurs et courants de pensée principaux	Critère non pertinent.	Critère non pertinent.
Sujets et préoccupations principaux (dont conséquences de la conjoncture internationale), lignes de fractures idéologiques, contradictions éventuelles entre le débat d'idée et la posture stratégique d'un pays	60% du territoire du Guyana font l'objet d'un différend frontalier entre Georgetown et Caracas depuis 1841. La question de ressources pétrolières sur cette portion du territoire est au cœur du conflit. La récente affirmation de la compagnie Exxon Mobil selon laquelle un important gisement pétrolier existait (bloc de Stabroek) a relancé la polémique entre les deux pays. Le Guyana demande la médiation des Nations unies.	Pas de phénomènes saillants identifiés.
Conjoncture économique	Croissance élevée (5,2%)	Croissance solide (2,9%)
Caractéristiques géographiques structurantes (enclavement, accès à la mer, etc.)	Pays où la population est concentrée sur le littoral. La géographie est fortement influencée par l'Amazone.	Plus petit pays d'Amérique du Sud. Essentiellement recouvert de forêts.
Risques et défis principaux (drogue, lutte contre la piraterie, traffics, etc.)	Risque social et environnemental.	Risque social et environnemental.
Conflits interétatiques	Dispute frontalière avec le Venezuela.	Aucun.
Menaces et ennemis principaux	Commonwealth (seul pays membre d'Amérique du Sud.)	Petrocaribe (Venezuela.)
Partenaires privilégiés, proches et lointains.	Organisations d'intégration régionale mentionnées.	Organisations d'intégration régionale mentionnées.
Participation à des structures de coopération et d'intégration sous-régionales et régionales	CARICOM. SELA. CELAC. AEC. Petrocaribe.	CARICOM. SELA. CELAC. AEC. Petrocaribe.
Zones d'intérêt privilégiées (dont positionnement par rapport à l'Asie, à Cuba, à la Russie)	Tous les pays de la région sont favorables à la normalisation des relations entre Washington et La Havane. Tous ces pays entretiennent des relations avec Cuba.	Tous les pays de la région sont favorables à la normalisation des relations entre Washington et La Havane. Tous ces pays entretiennent des relations avec Cuba.
Accent mis sur une armée ou un type d'intervention (marine ou Amazonie bleue, etc.)	Information non identifiée.	Information non identifiée.
Lignes rouges	Atteinte à la souveraineté.	Atteinte à la souveraineté.
Dernier document stratégique	<i>Néant</i>	<i>Plan annuel du ministère de la Défense 2012</i>
Budget de défense 2014 (IISS Military Balance 2015 et Latin American Security and Defense network index 2014, RESDAL)	Information non identifiée.	Information non identifiée.

Etude pensées stratégiques Amérique latine : Tableau de bord	Belize	Costa Rica
Penseurs et courants de pensée principaux	Critère non pertinent.	Critère non pertinent
Sujets et préoccupations principaux (dont conséquences de la conjoncture internationale), lignes de fractures idéologiques, contradictions éventuelles entre le débat d'idée et la posture stratégique d'un pays	Narcotrafic. Criminalités.	Narcotrafic. Criminalités.
Conjoncture économique	Maintien de la croissance (1,5%)	Ralentissement économique mais maintien d'une activité soutenue (3,5%). Intégré à la chaîne de valeur lié à l'économie des Etats-Unis, le pays souffre moins que les pays d'Amérique du Sud dépendants de leurs exportations de matières premières.
Caractéristiques géographiques structurantes (enclavement, accès à la mer, etc.)	Plaines côtières marécageuses et de basses montagnes dans le sud.	Pays à forte activité volcanique et sismique, accès au Pacifique et à l'Atlantique.
Risques et défis principaux (drogue, lutte contre la piraterie, traffics, etc.)	Drogue. Traffics. Criminalité organisée.	Drogue. Traffics. Criminalité organisée.
Conflits interétatiques	Dispute avec le Guatemala (Cours internationale de Justice - CIJ - depuis 2008.)	Dispute avec le Nicaragua (Rio San Juan, CIJ depuis 2001.)
Menaces et ennemis principaux	Pas de menaces et d'ennemis extérieurs. Les nouvelles menaces sont le narcotrafic, crime organisé, l'environnement, etc.	Pas de menaces et d'ennemis extérieurs. Les nouvelles menaces sont le narcotrafic, crime organisé, l'environnement, etc.
Partenaires privilégiés, proches et lointains.	Pays fortement arrimé à l'économie nord-américaine mais qui a développé d'importantes relations avec la Chine depuis les années 2008-2010. Celle-ci y investi dans les infrastructures et les projets énergétiques. Le pays cherche à bénéficier des relais de croissance asiatique.	Pays fortement arrimé à l'économie nord-américaine mais qui a développé d'importantes relations avec la Chine depuis les années 2008-2010. Celle-ci y investi dans les infrastructures et les projets énergétiques. Le pays cherche à bénéficier des relais de croissance asiatique.
Participation à des structures de coopération et d'intégration sous-régionales et régionales	CARICOM. SELA. CELAC. AEC. Petrocarib.	AEC. SELA. CELAC. Marché commun centre-américain. Cafta-DR. Système d'intégration centre-américain. Conférence des forces armées centre-américaine. Initiative régionale de sécurité pour l'Amérique centrale (CARSI). Petrocaribe.
Zones d'intérêt privilégiées (dont positionnement par rapport à l'Asie, à Cuba, à la Russie)	Tous les pays de la région sont favorables à la normalisation des relations entre Washington et La Havane. Tous ces pays entretiennent des relations avec Cuba.	Amérique du Nord (dont Mexique). Tous les pays de la région sont favorables à la normalisation des relations entre Washington et La Havane. Tous ces pays entretiennent des relations avec Cuba. Asie.
Accent mis sur une armée ou un type d'intervention (marine ou Amazonie bleue, etc.)	Défense du territoire et opérations contre le narcotrafic et le crime organisé. Infanterie, sous-équipement chronique en matière d'armement aérien et naval et de surveillance.	Pas de forces armées. Forces de sécurité intérieure et participation à des opérations de maintien de la paix.
Lignes rouges	Atteinte à la souveraineté.	Atteinte à la souveraineté, respect de l'équilibre militaire sous-régional.
Dernier document stratégique	<i>The National Security Strategy of Belize (2009)</i>	<i>Néant</i>
Budget de défense 2014 (IISS Military Balance 2015 et Latin American Security and Defense network index 2014, RESDAL)	Information non identifiée.	420 millions de dollars pour MB. 960 millions de pour RESDAL. (Pas de budget de défense, comprend le budget de sécurité)

Etude pensées stratégiques Amérique latine : Tableau de bord	El Salvador	Guatemala
Penseurs et courants de pensée principaux	Pas de personnalités mais un organisme de référence: Unidad Normativa de Adquisiciones y Contrataciones de la Administración Pública.	Pas de personnalités mais un organisme de référence: Instituciones Públicas de Investigación y Desarrollo.
Sujets et préoccupations principaux (dont conséquences de la conjoncture internationale), lignes de fractures idéologiques, contradictions éventuelles entre le débat d'idée et la posture stratégique d'un pays	Narcotrafic. Criminalités.	Narcotrafic. Criminalités.
Conjoncture économique	Croissance significative (2,2%), inflation contenue. Le pays, intégré à la chaîne de valeur lié à l'économie des Etats-Unis, souffre moins que celle des pays d'Amérique du Sud dépendants de leurs exportations de matières premières.	Inflation, chômage, mais le pays, intégré à la chaîne de valeur lié à l'économie des Etats-Unis, souffre moins que celle des pays d'Amérique du Sud dépendants de leurs exportations de matières premières. Il connaît le maintien d'une croissance significative (3,7%).
Caractéristiques géographiques structurantes (enclavement, accès à la mer, etc.)	Pays soumis à des activités hydriques importantes.	Pas de spécificités relevées.
Risques et défis principaux (drogue, lutte contre la piraterie, traffics, etc.)	Drogue. Traffics. Criminalité organisée. Migration.	Drogue. Traffics. Criminalité organisée. Migration.
Conflits interétatiques	Avec le Honduras (conflit sur la souveraineté de la Isla Conejo) - CIJ depuis 1992.	Dispute avec Belize.
Menaces et ennemis principaux	Pas de menaces et d'ennemis extérieurs. Les nouvelles menaces sont le narcotrafic, crime organisé, l'environnement, etc.	Pas de menaces et d'ennemis extérieurs. Les nouvelles menaces sont le narcotrafic, crime organisé, l'environnement, etc.
Partenaires privilégiés, proches et lointains.	Pays fortement arrimé à l'économie nord-américaine. Le pays cherche à bénéficier des relais de croissance asiatique.	Pays fortement arrimé à l'économie nord-américaine. Le pays cherche à bénéficier des relais de croissance asiatique.
Participation à des structures de coopération et d'intégration sous-régionales et régionales	AEC. SELA. CELAC. Marché commun centre-américain. Cafta-DR. Système d'intégration centre-américain. Conférence des forces armées centre-américaine. Initiative régionale de sécurité pour l'Amérique centrale (CARSI). Petrocaribe.	AEC. SELA. CELAC. Marché commun centre-américain. Cafta-DR. Système d'intégration centre-américain. Conférence des forces armées centre-américaine. Initiative régionale de sécurité pour l'Amérique centrale (CARSI). Petrocaribe.
Zones d'intérêt privilégiées (dont positionnement par rapport à l'Asie, à Cuba, à la Russie)	Amérique du Nord dont Mexique. Tous les pays de la région sont favorables à la normalisation des relations entre Washington et La Havane. Tous ces pays entretiennent des relations avec Cuba.	Amérique du Nord. Tous les pays de la région sont favorables à la normalisation des relations entre Washington et La Havane. Tous ces pays entretiennent des relations avec Cuba.
Accent mis sur une armée ou un type d'intervention (marine ou Amazonie bleue, etc.)	Opérations de sécurité intérieure et participaiton aux opérations de maintien de la paix. Infanterie au cœur des forces armées. Bon équipement aérien et naval.	Infanterie au cœur des forces armées. Bon équipement aérien et naval.
Lignes rouges	Atteinte à la souveraineté, respect de l'équilibre militaire sous-régional.	Atteinte à la souveraineté, respect de l'équilibre militaire sous-régional.
Dernier document stratégique	<i>La Nación Salvadoreña: Su Defensa, Seguridad y Desarrollo (1998)</i>	<i>Libro de la Defensa Nacional de la República de Guatemala (2003)</i>
Budget de défense 2014 (IISS Military Balance 2015 et Latin American Security and Defense network index 2014, RESDAL)	150 millions de dollars pour MB 149 millions de dollars pour RESDAL 0,59 du PIB	264 millions de dollars pour MB. 257 millions de dollars pour RESDAL. 0,74% du PIB.

Etude pensées stratégiques Amérique latine : Tableau de bord	Honduras	Mexique
Penseurs et courants de pensée principaux	Pas de personnalités saillantes ni d'organisme.	Monte Alejandro Rubido.
Sujets et préoccupations principaux (dont conséquences de la conjoncture internationale), lignes de fractures idéologiques, contradictions éventuelles entre le débat d'idée et la posture stratégique d'un pays	Narcotrafic. Criminalités.	Narcotrafic. Criminalités. Faire face à la gangrène de la corruption qui mine les institutions et la démocratie. Repenser la géopolitique régionale en fonction de la question des migrations vers les Etats-Unis, la normalisation des relations Cuba-Etats-Unis qui vont redessiner la carte énergétique du Golfe de Mexique. Prise en compte de la relation avec la Chine dans le cadre de sa montée en puissance au sein de l'espace économique de l'Alena et des négociations du Partenariat transpacifique. Regain d'intérêt et redéploiement vers l'Amérique centrale et du Sud au travers de la Celac notamment.
Conjoncture économique	Inflation, chômage, mais le pays, intégré à la chaîne de valeur lié à l'économie des Etats-Unis, souffre moins que celle des pays d'Amérique du Sud dépendants de leurs exportations de matières premières. Il connaît le maintien d'une croissance significative (2,6%).	Croissance : 3,3 % / 3,5 %. Réforme du secteur énergétique (privatisation.)
Caractéristiques géographiques structurantes (enclavement, accès à la mer, etc.)	Pas de spécificités relevées.	Accès à l'Atlantique et au Pacifique. Pays soumis aux ouragans et aux tremblements de terre.
Risques et défis principaux (drogue, lutte contre la piraterie, traffics, etc.)	Droque. Traffics. Criminalité organisée. Migration.	Droque. Traffics. Criminalité organisée. Migration. Corruptuion endémique.
Conflits interétatiques	Dispute de la frontière maritime avec la Colombie (San Andrés, Providencia et Santa Catalina .) CIJ depuis 2001. Et avec le Honduras.	Le Mexique est confronté à un conflit intérieur dont la caractéristique est qu'il est gelé. Il s'agit du conflit ouvert en 1994 avec l'Armée zapatiste de libération nationale (ELZN) dans l'Etat du Chiapas (frontière avec le Guatemala.) Le gouvernement cherche actuellement à relancer un dialogue avec l'ELZN.
Menaces et ennemis principaux	Pas de menaces et d'ennemis extérieurs. Les nouvelles menaces sont le narcotrafic, crime organisé, l'environnement, etc.	Pas de menaces et d'ennemis extérieurs. Les nouvelles menaces sont le narcotrafic, crime organisé, l'environnement, etc.
Partenaires privilégiés, proches et lointains.	Pays fortement arrimé à l'économie nord-américaine. Le pays cherche à bénéficier des relais de croissance asiatique.	Le Mexique participe aux négociations du Partenariat transpacifique lancées en 2011 à l'initiative des Etats-Unis pour créer une zone de libre échange dans le Pacifique visant à endiguer la montée en puissance chinoise. La Chine est d'ores et déjà considérée comme le quatrième membre de fait de l'Alena (Accord de libre-échange nord-américain.)
Participation à des structures de coopération et d'intégration sous-régionales et régionales	AEC. SELA. CELAC. Marché commun centre-américain. Cafta-DR. Système d'intégration centre-américain. Conférence des forces armées centre-américaine. Initiative régionale de sécurité pour l'Amérique centrale (CARSI). Petrocaribe.	AEC. SELA. CELAC. Marché commun centre-américain. Cafta-DR. Système d'intégration centre-américain. Conférence des forces armées centre-américaine. Initiative régionale de sécurité pour l'Amérique centrale (CARSI).
Zones d'intérêt privilégiées (dont positionnement par rapport à l'Asie, à Cuba, à la Russie)	Amérique du Nord dont Mexique. Tous les pays de la région sont favorables à la normalisation des relations entre Washington et La Havane. Tous ces pays entretiennent des relations avec Cuba.	Tous les pays de la région sont favorables à la normalisation des relations entre Washington et La Havane. Tous ces pays entretiennent des relations avec Cuba.
Accent mis sur une armée ou un type d'intervention (marine ou Amazonie bleue, etc.)	Armée de terre.	Principal armée de la région. Lutte contre le narcotrafic et le crime organisé.
Lignes rouges	Atteinte à la souveraineté, respect de l'équilibre militaire sous-régional.	Atteinte à la souveraineté, respect de l'équilibre militaire sous-régional.
Dernier document stratégique	<i>Libro de la Defensa Nacional (2005)</i>	<i>Libro Blanco de la Defensa (2004)</i>
Budget de défense 2014 (IISS Military Balance 2015 et Latin American Security and Defense network index 2014, RESDAL)	216 millions de dollars pour MB (Comprend les budgets de la défense et de la sécurité intérieure.) 252 millions de dollars pour RESDAL. 1,29% du PIB.	6,55 milliards de dollars pour MB (Comprend seulement les dépenses en matière de sécurité nationale.) 7,2 milliards de dollars pour RESDAL. 0,57% du PIB.

Etude pensées stratégiques Amérique latine : Tableau de bord	Nicaragua	Panama
Penseurs et courants de pensée principaux	Daniel Ortega.	Pas de personnalités saillantes ni d'organisme.
Sujets et préoccupations principaux (dont conséquences de la conjoncture internationale), lignes de fractures idéologiques, contradictions éventuelles entre le débat d'idée et la posture stratégique d'un pays	Sécurité intérieure. Développer ses infrastructures et jouer un rôle régional entre les Etats-Unis et la Chine dont le pays se rapproche.	Narcotrafic. Criminalité. Sur le plan géopolitique, le pays cherche à assumer un rôle d'interface entre les Etats-Unis et la région. Il a accueilli le VIIe Sommet des Amériques les 10 et 11 avril.
Conjoncture économique	Croissance forte (4,2% selon FMI en 2015)	Le pays est, avec la République dominicaine, celui qui connaît la plus forte activité économique (croissance de 6% en 2014.) Le pays bénéficie de la reprise économique des Etats-Unis.
Caractéristiques géographiques structurantes (enclavement, accès à la mer, etc.)	Accès à l'Atlantique et au Pacifique. Canal interocéanique en cours de construction (financé par un consortium d'entreprises chinoises.)	Accès à l'Atlantique et au Pacifique. Canal de Panama.
Risques et défis principaux (drogue, lutte contre la piraterie, traffics, etc.)	Pauvreté. Risque environnemental.	Drogue. Traffics. Criminalité organisée.
Conflits interétatiques	Dispute de la frontière maritime avec la Colombie (San Andrés, Providencia et Santa Catalina.) CIJ depuis 2001. Et avec le Honduras.	Aucun.
Menaces et ennemis principaux	Pas de menaces et d'ennemis extérieurs. Les nouvelles menaces sont le narcotrafic, crime organisé, l'environnement, etc.	Pas de menaces et d'ennemis extérieurs. Les nouvelles menaces sont le narcotrafic, crime organisé, l'environnement, etc.
Partenaires privilégiés, proches et lointains.	Le Nicaragua accueille la construction d'un nouveau canal interocéanique financé par un consortium chinois (HKND, Hong Kong Nicaragua Developement) qui disposera d'une concession de 50 ans pour la construction et l'entretien. Ce pays est également proche de Moscou pour sa coopération militaire. Pays fortement arrimé à l'économie nord-américaine mais qui a développé d'importantes relations avec la Chine depuis les années 2008-2010.	Pays fortement arrimé à l'économie nord-américaine. Le pays cherche à bénéficier des relais de croissance asiatique.
Participation à des structures de coopération et d'intégration sous-régionales et régionales	AEC. SELA. CELAC. Marché commun centre-américain. Cafta-DR. Système d'intégration centre-américain. Conférence des forces armées centre-américaine. Initiative régionale de sécurité pour l'Amérique centrale (CARSI). Petrocaribe.	Sica. Carsi.
Zones d'intérêt privilégiées (dont positionnement par rapport à l'Asie, à Cuba, à la Russie)	Amérique du Nord. Tous les pays de la région sont favorables à la normalisation des relations entre Washington et La Havane. Tous ces pays entretiennent des relations avec Cuba. Asie.	Amérique du Nord. Tous les pays de la région sont favorables à la normalisation des relations entre Washington et La Havane. Tous ces pays entretiennent des relations avec Cuba.
Accent mis sur une armée ou un type d'intervention (marine ou Amazonie bleue, etc.)	Armée de terre. Modernisationnavale aérienne en cours.	Pas d'armée. Forces de police et garde-côtes.
Lignes rouges	Atteinte à la souveraineté, respect de l'équilibre militaire sous-régional.	Atteinte à la souveraineté, respect de l'équilibre militaire sous-régional.
Dernier document stratégique	<i>Livre blanc 2005</i>	<i>Néant</i>
Budget de défense 2014 (IISS Military Balance 2015 et Latin American Security and Defense network index 2014, RESDAL)	83 millions de dollars pour MB. 83 millions de dollars pour RESDAL. 0,69% du PIB.	717 millions de dollars pour MB (Dépenses de sécurité publique.) 1,2 milliard de dollars pour RESDAL.